COMPTES RENDUS HEBDOMADAIRES DES SÉANCES
DE
L'ACADÉMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE

PRÉSENTÉS

PAR LE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL

TOME QUARANTE-SIXIÈME

ANNÉE 1960

N° 1. — Séance du 6 Janvier 1960

PARIS

ACADÉMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE
18, RUE DE BELLECHASSE, 18
(7e Arrt) — Invalides : 10-37

La Bibliothèque de l'Académie d'Agriculture est ouverte tous les jours, de 14 heures à 17 heures, sauf le samedi. Le Bibliothécaire se tient à la disposition des lecteurs et chercheurs autorisés qui devront se présenter à lui pour y avoir accès.

L'Académie d'Agriculture de France

Son rôle, ses travaux

L'Académie d'Agriculture de France, instituée sous Louis XV, a été reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 23 août 1878 de M. le Président de la République Française.

Elle s'honore d'avoir, dans le passé, compté dans son sein à côté des praticiens les plus éminents de l'agriculture française, de grands savants comme Pasteur, Boussingault, Dumas, Chevreul, Deherain, Schlœsing, de Vilmorin, Dechambre, de Candolle, Mathieu de Dombasle, Hickel, Bouvier et tant d'autres aujourd'hui disparus.

Elle a pour mission d'étudier les questions se rattachant à la production agricole ainsi qu'à l'économie rurale et d'éclairer le Gouvernement sur tout ce qui intéresse le progrès et le développement de l'agriculture.

Il n'est pas de problèmes concernant l'agriculture qu'elle n'ait, à l'heure actuelle, abordés; même aux heures les plus sombres de notre histoire son activité ne s'est jamais ralentie.

***

Les questions de technique agricole (agriculture, art vétérinaire, zootechnie, sylviculture, génie rural, chimie, histoire naturelle, entomologie, etc.), ainsi que les problèmes de politique générale agricole et d'économie rurale sont, au cours de séances hebdomadaires publiques, exposés par ses membres les plus qualifiés.

L'Académie ne se borne pas à des études théoriques. Elle a, dans le domaine forestier d'Harcourt (Eure) qui lui a été légué par un de ses membres, poursuivi depuis un siècle l'acclimatation ainsi que l'étude de nombreuses essences forestières métropolitaines, européennes ou exotiques.

Par l'abondance et la variété des sujets traités, par l'objectivité et le sens des réalités qui président aux discussions, les travaux de l'Académie constituent une documentation unique en matière agricole et une mise au point permanente de toutes les questions intéressant l'économie rurale.

(*Suite page III*)

AVIS IMPORTANT

à l'attention de MM. les abonnés

Tarif d'Abonnement pour l'année 1960

Malgré l'augmentation de toutes ses charges, l'Académie d'Agriculture a décidé de maintenir l'abonnement aux anciens prix fixés ci-dessous :

France et Communauté Française	Abonnement annuel	1.500 fr.	ou	15	NF
	Numéro de moins de 50 pages . . .	125 »	—	1,25	»
	Numéro de 50 pages et plus	150 »	—	1,50	»
Étranger, Maroc, Tunisie, Indochine, Guinée	Abonnement annuel	1.800 fr.	ou	18	NF
	Numéro de moins de 50 pages . . .	160 »	—	1,60	»
	Numéro de 50 pages et plus	200 »	—	2,00	»

***

Les collections des années précédentes sont en vente, sauf épuisement, au prix de 2.500 fr. ou 25 NF la collection reliée et de 2.000 fr. ou 20 NF en fascicules séparés.

L'Académie peut également fournir des reliures mobiles, qualité maroquin, couleur nègre, portant en lettres dorées l'inscription: Académie d'Agriculture de France, Comptes rendus des Séances: 20 tringles; non millésimées : 500 fr. ou 5 NF, millésimées ; 600 fr. ou 6 NF.

Les abonnements partent du 1er janvier de chaque année et peuvent être souscrits au siège de l'Académie d'Agriculture de France, 18, rue de Bellechasse, Paris-VII°.

***

Le Bureau espère que MM. les abonnés voudront bien continuer à témoigner aux *Comptes Rendus* l'intérêt qu'ils leur ont porté jusqu'à maintenant. Il les en remercie par avance.

***

Les abonnements ont toujours été renouvelés tacitement, mais le Bureau se permet d'insister pour que **leur renouvellement,** accompagné de leur montant, **ait lieu dès que possible,** par chèque sur Paris, mandat-carte au nom de l'Académie d'Agriculture, **ou de préférence par virement postal au compte chèques postaux Paris 3829-19.**

***

Aucun numéro manquant demandé après les envois réguliers, qu'il s'agisse d'abonnement, de service ou d'échange, ne sera envoyé gratuitement. Tout exemplaire expédié dans ces conditions sera à régler au prix du tarif ci-dessus, port en sus.

Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande-adresse et de 100 fr. ou 1 NF en timbres-poste.

I. A. 92.031

COMPTES RENDUS DES SÉANCES

DE

L'ACADÉMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE

PRÉSENTÉS

PAR M. ROBERT PRÉAUD

SECRÉTAIRE PERPÉTUEL

TOME XLVI

ANNÉE 1960

ACADÉMIE D'AGRICULTURE

18, RUE DE BELLECHASSE, PARIS

Invalides : 10-37

—

1960

ACADÉMIE D'AGRICULTURE

DE FRANCE

18, RUE DE BELLECHASSE, 18

(VII° ARRONDISSEMENT)

ANNÉE 1960

COMPOSITION DE L'ACADÉMIE

AU 1er JANVIER 1960

Protecteur-né : M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Président d'honneur : M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

BUREAU POUR L'ANNÉE 1960

Président : M. Étienne LETARD.
Vice-Président : M. Roger de VILMORIN.
Vice-Secrétaire : M. Lucien FÉRAUD.
Vice-Trésorier : M. André CRAMOIS.

ÉLÉMENTS PERMANENTS DU BUREAU

Secrétaire perpétuel : M Robert PRÉAUD.
Trésorier perpétuel : M. Charles BRASART.

MEMBRES ÉMÉRITES ET MEMBRES TITULAIRES

SECTION I. — Cultures

Membre émérite

2 juin 1948 — M. MARTIN-LECOINTE (Georges) (O. ❋), président d'honneur de la Fédération nationale des Producteurs de l'Horticulture, « La Montbuissonnière », Louveciennes (S.-et-O.).

Membres titulaires

(18 membres)

Date d'élection	
21 juin 1939	MM. BŒUF (Félicien) (O. ❋), professeur honoraire à l'Institut national agronomique, 8, rue des Eaux, Paris (XVIe).
15 mai 1946	ROGER (Louis) (C. ❋), agriculteur, conseiller d'État honoraire, président de la Société des Viticulteurs de France et d'Ampélographie, 22, rue de Tocqueville, Paris (XVIIe).
3 juil. 1946	VILMORIN (Roger de) (O. ❋), *vice-président*, Verrières-le-Buisson (S.-et-O.).
12 mai 1947	BARATTE (Jacques) (O. ❋), directeur de la ferme expérimentale de l'Institut Pasteur; Conseiller scientifique à la Délégation générale de la Recherche scientifique et technique, Rennemoulin par Villepreux (S.-et-O.).
3 déc. 1952	BERNARD (Xavier) (C. ❋), agriculteur, Saint-Sauvant (Vienne) et 19, rue de Viarmes, Paris (Ier).
13 juin 1953	CHOUARD (Pierre) (❋), professeur à la Sorbonne, 11, rue du Val-de-Grâce, Paris (Ve).
10 mai 1954	RATINEAU (Jacques) (C. ❋), inspecteur général de l'Agriculture, directeur honoraire de l'École nationale d'Agriculture de Grignon, 141, boulevard Murat, Paris (XVIe).
16 juin 1954	FLORIMOND-DESPREZ (C. ❋), agriculteur-sélectionneur, à Cappelle par Templeuve (Nord).
16 juin 1954	ROBIN (François) (❋), agriculteur, directeur de la Station de Recherches fruitières de Sologne, « Les Augères » par Vernou-en-Sologne (L.-et-C.) et 4, avenue Erlanger, Paris (XVIe).
15 déc. 1954	GILLOUARD (Pierre) (O. ❋), agriculteur à La Croix-Blanche, Trie-Château (Oise).
28 nov. 1956	DUFRENOY (Jean), professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, 9, rue de Condé, Paris (VIe).
28 nov. 1956	VIAUX-CAMBUZAT (Jean) (O. ❋), agriculteur, président de la Fédération nationale des Coopératives de céréales, 3, boulevard du 11-novembre à Auxerre (Yonne).
3 avril 1957	BARBIER (Georges) (O. ❋), directeur de Recherches à la Station centrale d'agronomie de Versailles, 18, rue de l'Orangerie, Versailles (S.-et-O.).
3 avril 1957	DELEAU (Jean), président de l'Association générale des producteurs de blé, Monts-en-Ternois (Pas-de-Calais).
11 juin 1958	DER KHATCHADOURIAN (Léon), directeur de l'École nationale d'Agriculture de Grignon (S.-et-O.).
11 juin 1958	VOISIN (André), agriculteur, Gruchet par Arques (Seine-Maritime).
15 avril 1959	BUSTARRET (Jean) (O. ❋), inspecteur général de la Recherche agronomique, 2, Rue Léon Gatin, Versailles (S.-et-O.).

N.

SECTION II. — Sylviculture

(7 membres)

Date d'élection	
25 mars 1936*	MM. GUINIER (Philibert) (C. ❋), directeur honoraire de l'École nationale des Eaux et Forêts, membre de l'Académie des Sciences, 11, rue de La Planche, Paris (VII[e]).
2 juin 1937	LASSUCHETTE (Charles de) (O. ❋), président du Comité des Forêts, château d'Acqueville, Villennes-sur-Seine (S.-et-O.), et 24, avenue de Friedland, Paris (VIII[e]).
15 janv. 1947	GOUILLY-FROSSARD (Paul) (O. ❋), directeur général honoraire des Eaux et Forêts, 65, rue Berthier, Versailles (S.-et-O.).
7 juin 1950	LA ROCHE AYMON (Comte de) (❋), propriétaire forestier exploitant, Saint-Aignan-sur-Cher (L.-et-C.).
30 mars 1955	DUBOIS (André), président de la Fédération des Syndicats de propriétaires forestiers sylviculteurs, 12, rue de Lota, Paris (XVI[e]) et » La Rouairie », Belgeard (Mayenne).
28 nov. 1956	BLAIS (Roger) (❋), directeur de l'Institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, Paris (V[e]).
15 avril 1959	AUBRÉVILLE (André) (O. ❋), inspecteur général honoraire des Eaux et Forêts de la France d'outre-mer, professeur au Muséum national d'histoire naturelle (Phanérogamie), 118, boulevard Raspail, Paris (VI[e]).

SECTION III. — Élevages

(10 membres)

26 mai 1943	MM. BRESSOU (C.) (O. ❋), membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine, directeur honoraire de l'École nationale vétérinaire d'Alfort, 46, boulevard de Port-Royal, Paris (V[e]).
6 févr. 1946	LETARD (Étienne) (O. ❋), *président*, professeur à l'École nationale vétérinaire d'Alfort (Seine).
20 févr. 1946	DESOUTTER (Jean) (O. ❋), agriculteur-éleveur, membre du Conseil supérieur des Haras, Maison-du-Val, par Noyer-le-Val (Meuse).
12 mars 1947	MARCENAC (Louis) (O. ❋), professeur à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, 4, rue Bouley, Alfort (Seine).
4 févr. 1948	COURTILS (Comte Antoine des) (O. ❋), agriculteur-éleveur, Moussonvilliers, par Saint-Maurice-les-Charencey (Orne) et 9, rue Desbordes-Valmore, Paris (XVI[e]).
14 déc. 1955	FERRÉ (Marc) (❋), président de la Chambre d'Agriculture de la Vienne et de la Commission des Finances du Conseil Économique, Saint-Martin-la-Rivière (Vienne).
22 févr. 1956	LEROY (A. M.) (O. ❋), professeur à l'Institut national agronomique, 62, rue du Château, Saint-Leu (S.-et-O.).
16 mai 1956	GUILHON (Jean) (❋), professeur à l'École nationale vétérinaire d'Alfort (Seine).
28 nov. 1956	LEPICARD (Jacques) (❋), agriculteur-éleveur, président de la Fédération nationale bovine, à Normanville (Seine-Maritime).
11 juin 1958	ANTOINE-MAY (Georges) (❋), agriculteur-éleveur, Les Bréviaires par Le Perray (S.-et-O.).

* Membre non résidant devenu en 1943 membre titulaire.

SECTION IV. — Économie rurale

Date d'élection (8 membres)

3 févr. 1926 MM. TARDY (Louis) (G. C. ✵), membre du Conseil économique et social, président de la Fédération nationale et de la Confédération internationale du Crédit agricole, professeur honoraire à l'Institut national agronomique, 10, rue d'Alésia, Paris (XIVe) et à Coulon (Deux-Sèvres).

26 mai 1937 GRAND (Roger) (O. ✵), membre de l'Institut, professeur honoraire à l'École nationale des Chartes, président d'honneur de l'Union nationale des Syndicats agricoles, président d'honneur de la Société de Science sociale, 16, boulevard Raspail, Paris (VIIe) et Kerverho-en-Arradon (Morbihan).

1er mars 1944 LEFÈVRE (Jean) (C. ✵), directeur honoraire de l'Institut national agronomique, 3, avenue Pierre-Grenier, Boulogne-sur-Seine (Seine) et Reuil-sur-Brêche par Beauvais (Oise).

20 févr. 1946 TOUSSAINT (Adrien) (O. ✵), président de l'Union du Centre-Est des Syndicats agricoles et viticoles, vice-président de la Fédération nationale de la Mutualité agricole, 7, avenue Émile-Deschanel, Paris (VIIe).

14 déc. 1949 CRAMOIS (André) (C. ✵), *vice-trésorier*, directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole, membre du Conseil général de la Banque de France, 1, rue Oudinot, Paris (VIIe).

28 févr. 1951 MASPÉTIOL (Roland) (O. ✵), conseiller d'État, 16, avenue du Colonel-Bonnet, Paris (XVIe).

10 mars 1954 NOILHAN (Henri) ingénieur agronome, avocat à la Cour d'Appel, 5, rue Huysmans, Paris (VIe).

30 mars 1955 CHOMBART de LAUWE (Jean-Baptiste) (✵), professeur d'Économie rurale à l'École Nationale d'Agriculture de Grignon, 8, square d'Alboni, Paris (XVIe).

SECTION V. — Sciences physico-chimiques

Membres émérites

4 janv. 1933 MM. MAURAIN (Charles) (G. O. ✵), membre de l'Académie des Sciences, directeur honoraire de l'Institut de Physique du Globe de l'Université de Paris, 70, rue du Faubourg-Saint-Jacques, Paris (XIVe).

23 avril 1947 NOTTIN (Paul) (O. ✵), professeur honoraire à l'Institut agronomique, 18, rue Armand-Moisant, Paris (XVe) et à Chevru, par Choisy-en-Brie (S.-et-M.).

Membres titulaires

(8 membres)

17 mars 1926 MM. BERTRAND (Gabriel) (G. O. ✵), membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine, professeur honoraire à la Faculté des Sciences, 61, boulevard des Invalides, Paris (VIIe).

21 juin 1939 LEMOIGNE (Maurice) (C. ✵), membre de l'Académie des Sciences, chef de service à l'Institut Pasteur, 56, boulevard Barbès, Paris (XVIIIe).

Date d'élection	
15 déc. 1948	ANDRÉ (Émile) (O. ❋), pharmacien honoraire des Hôpitaux de Paris, directeur de recherches à l'Institut national de la Recherche agronomique, 3, avenue du Lycée-Lakanal, Bourg-la-Reine (Seine).
8 juin 1955	HÉNIN (Stéphane) (❋), professeur à l'Institut national agronomique, directeur du Laboratoire des techniques culturales à l'Institut national de la Recherche agronomique, 72, rue des Entrepreneurs, Paris (XV[e]).
22 févr. 1956	LAVOLLAY (Jean) (❋), professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, 46, rue de Dunkerque, Paris (IX)[e].
28 nov. 1956	GESLIN (Henri) (O. ❋), directeur de la Station Centrale de Bioclimatologie à l'Institut national de la Recherche agronomique, 120, rue de Rennes, Paris (VI[e]).
26 fév. 1958	PERRIN (Francis) (C. ❋), professeur au Collège de France, Haut-Commissaire à l'Énergie Atomique, 4, rue Froidevaux, Paris (XIV[e]).

N.

SECTION VI. — Histoire naturelle

(8 membres)

14 avril 1943	MM. VAYSSIÈRE (Paul) (O. ❋), professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, professeur honoraire à l'Institut national agronomique, 2, rue du Val-de-Grâce, Paris (V[e]).
2 mai 1945	ROUBAUD (Émile) (C. ❋), membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie des Sciences d'outre-mer, professeur à l'Institut Pasteur, 10, rue Léopold-Robert, Paris (XIV[e]).
16 mai 1945	HEIM (Roger) (O. ❋), membre de l'Académie des Sciences, directeur du Muséum national d'Histoire naturelle, 11, rue de Médicis, Paris (VI[e]).
5 déc. 1945	ARAMBOURG (Camille) (O. ❋), professeur honoraire de Paléontologie au Muséum national d'Histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris (V[e]).
22 déc. 1948	COMBES (Raoul) (O. ❋), membre de l'Institut, professeur honoraire à la Sorbonne, directeur honoraire de l'Office de la Recherche scientifique d'outre-mer, 7, rue Toullier, Paris (V[e]).
15 déc. 1954	AUBERT (Georges) (❋), chef du Service des Sols à l'Office de la Recherche scientifique et technique d'outre-mer, 71, avenue de Breteuil, Paris (XV[e]).
3 avril 1957	ULRICH (Roger) (❋), professeur à la Sorbonne, directeur du Laboratoire de biologie de la Station du Froid de Bellevue, directeur de l'École Normale Supérieure à Saint-Cloud (S.-et-O.).
26 fév. 1958	FONTAINE (Maurice) (❋), professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, membre de l'Académie des Sciences, 25 rue Pierre-Nicole, Paris (V[e]).

SECTION VII. — Génie rural

(6 membres)

Date d'élection

25 avril 1945 — MM. BLANC (Armand) (C. ❋), Conseiller maître à la Cour des Comptes, directeur honoraire du Génie rural, professeur honoraire à l'Institut national agronomique, 147, avenue de Suffren, Paris (XV^e^).

7 juin 1950 — BEAUCHAMPS (Roger) (❋), agriculteur-exploitant, Sucrerie de Bucy-le-Long (Aisne).

10 juin 1953 — QUESNEL (Bernard) (O. ❋), inspecteur général du Génie rural et de l'Hydraulique agricole, 3, square des Aigles, Chantilly (Oise).

28 nov. 1956 — FÉRAUD (Lucien) (O. ❋), *vice-secrétaire*, directeur général honoraire à l'Électricité de France, 15, rue Duguay-Trouin, Paris (VI^e^).

15 avril 1959 — OLIVIER (Pierre) (O. ❋), président des Établissements Bajac, professeur à l'Institut national agronomique et à l'Ecole nationale du Génie rural, 2, avenue Albert I^er^, Liancourt (Oise).

N.

SECTION VIII. — Hors cadre

(7 membres)

19 juin 1935 — MM. WARREN (Comte Edouard de) (O. ❋), ancien député, président-fondateur de l'Association agricole de la Tunisie, membre du Conseil supérieur de la France d'outre-mer, 92, avenue Victor-Hugo, Paris (XVI^e^).

17 déc. 1952 — GARNIER (Paul) (❋), président d'honneur de la Confédération générale des Vignerons du Centre et de l'Ouest, 24, rue Franciade, Blois (L.-et-C.).

15 déc. 1954 — ROSSIN (Maurice) (O. ❋), directeur général de l'Enseignement et de la Vulgarisation au Ministère de l'Agriculture, 33, rue Philippe-Hecht, Paris (XIX^e^).

28 nov. 1956 — VOGÜÉ (Comte François de) (❋), agriculteur, président de la Société des Agriculteurs de France, 276 boulevard Saint-Germain, Paris (VII^e^).

3 juin 1936 — PRÉAUD (Robert) (C. ❋), *secrétaire perpétuel*, ancien secrétaire général à l'Agriculture, conseiller d'Etat E. R., 11, rue de Mouchy, Versailles (S.-et-O.).

29 mars 1939 — BRASART (Charles) (G. O. ❋), *trésorier perpétuel*, président de section au Conseil d'Etat, directeur honoraire de l'Agriculture, 98, rue de Rennes, Paris (VI^e^).

N.

TABLEAU D'ANCIENNETÉ DES MEMBRES ÉMÉRITES ET DES MEMBRES TITULAIRES

(Liste récapitulative)

Rangs d'ancienneté	Noms	Dates d'élection
1	**Tardy** (Louis)	3 février 1926
2	**Bertrand** (Gabriel)	17 mars 1926
3	**Maurain** (Charles)	4 janvier 1933
4	**Warren** (Comte Édouard de)	19 juin 1935
5	**Guinier** (Philibert)	25 mars 1936
6	**Préaud** (Robert)	3 juin 1936
7	**Grand** (Roger)	26 mai 1937
8	**Lassuchette** (Charles de)	2 juin 1937
9	**Brasart** (Charles)	29 mars 1939
11	**Lemoigne** (Maurice) **Bœuf** (Félicien)	21 juin 1939
12	**Vayssière** (Paul)	14 avril 1943
13	**Bressou** (Clément)	26 mai 1943
14	**Lefèvre** (Jean)	1er mars 1944
15	**Blanc** (Armand)	25 avril 1945
16	**Roubaud** (Émile)	2 mai 1945
17	**Heim** (Roger)	16 mai 1945
18	**Arambourg** (Camille)	5 décembre 1945
19	**Letard** (Étienne)	6 février 1946
21	**Desoutter** (Jean) **Toussaint** (Adrien)	20 février 1946
22	**Roger** (Louis)	15 mai 1946
23	**Vilmorin** (Roger de)	3 juillet 1946
24	**Gouilly-Frossard** (Paul)	15 janvier 1947
26	**Baratte** (Jacques) **Marcenac** (Louis)	12 mars 1947
27	**Nottin** (Paul)	23 avril 1947
28	**Courtils** (Comte Antoine des)	4 février 1948
39	**Martin-Lecointe** (Georges)	2 juin 1948
30	**André** (Émile)	15 décembre 1948
31	**Combes** (Raoul)	22 décembre 1948
32	**Cramois** (André)	14 décembre 1949
34	**La Roche-Aymon** (Comte de) **Beauchamps** (Roger)	7 juin 1950
35	**Maspétiol** (Roland)	28 février 1951
36	**Bernard** (Xavier)	3 décembre 1952
37	**Garnier** (Paul)	17 décembre 1952
39	**Chouard** (Pierre) **Quesnel** (Bernard)	10 juin 1953
41	**Ratineau** (Jacques) **Noilhan** (Henri)	10 mars 1954
43	**Desprez** (Florimond) **Robin** (François)	16 juin 1954
46	**Gillouard** (Pierre) **Aubert** (Georges) **Rossin** (Maurice)	15 décembre 1954
48	**Chombart de Lauwe** (Jean-Baptiste) **Dubois** (André)	30 mars 1955
59	**Hénin** (Stéphane)	8 juin 1955
50	**Ferré** (Marc)	14 décembre 1955
52	**Leroy** (A. M.) **Lavollay** (Jean)	22 février 1956
53	**Guilhon** (Jean)	16 mai 1956

Rangs d'ancienneté	Noms	Date d'élection
	Dufrénoy (Jean)	
	Viaux-Cambuzat (Jean)	
	Blais (Roger)	
60	**Lepicard** (Jacques)	28 novembre 1956
	Geslin (Henri)	
	Féraud (Lucien)	
	Vogüé (Comte François de)	
	Barbier (Georges)	
63	**Deleau** (Jean)	3 avril 1957
	Ulrich (Roger)	
	Perrin (Francis)	
65	**Fontaine** (Maurice)	26 février 1958
	Der Khatchadourian (Léon)	
68	**Voisin** (André)	11 juin 1958
	Antoine-May (Georges)	
	Bustarret (Jean)	
71	**Aubréville** (André)	15 avril 1959
	Olivier (Pierre)	

PARMI LES MEMBRES INSCRITS AU TABLEAU D'ANCIENNETÉ :

Liste des *Présidents successifs de l'Académie*

MM. Gabriel **Bertrand** . . . . . en 1935
Félicien **Bœuf** . . . . . en 1947
Philibert **Guinier** . . . . . en 1948
Louis **Tardy** . . . . . en 1950
Robert **Préaud** . . . . . en 1951
Maurice **Lemoigne** . . . . . en 1952
Clément **Bressou** . . . . . en 1953
Roger **Grand** . . . . . en 1954
Paul **Vayssière** . . . . . en 1955
Jean **Lefèvre** . . . . . en 1956
Roger **Heim** . . . . . en 1958
Gouilly-Frossard . . . . . en 1959
Étienne **Letard** . . . . . en 1960

MEMBRES NON RÉSIDANTS

(Classés par ordre d'ancienneté)

Date d'élection	
2 juin 1926	MM. HENRY (Marie-Yves) (O. ❋), inspecteur général honoraire de l'Agriculture aux Colonies, villa « Mon Repos », Héricy (S.-et-M.).
2 juil. 1930	BRIOUX (Charles) (O. ❋), directeur honoraire de la Station agronomique de la Seine-Inférieure, château du Val, Saint-Germain-en-Laye (S.-et-O.).
3 juin 1936	SERGENT (Edmond) (O. ❋), membre de l'Académie des Sciences, directeur de l'Institut Pasteur d'Algérie, Alger (Algérie).
16 mars 1938	MIÈGE (Émile) (O. ❋), correspondant de l'Académie des Sciences, ancien chef du Service d'expérimentation agricole du Maroc, 26, rue de Dijon, Rabat (Maroc).
6 avril 1938	LAUVRAY (Léon) (❋), membre du Conseil supérieur de l'Élevage, 14, rue de la Préfecture, Évreux (Eure).
7 déc. 1938	* GRANDJEAN (François) (O. ❋), membre de l'Académie des Sciences, inspecteur général des Mines, 8, square Alboni, Paris (XVI[e]) et 15, quai de l'Ile à Genève (Suisse).
14 déc. 1938	* COURNAULT (Henri) (O. ❋), président d'honneur de la Société des agriculteurs de France et de la Société centrale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle, Rosières-aux-Salines (M.-et-M.).
2 févr. 1946	LAFITE (Charles) (❋), agriculteur, 281, rue de Cernay, Reims (Marne).
27 févr. 1946	MONNIER (Robert), président-directeur général de la Société des charrues Fondeur, 34, rue Valade, Toulouse (Haute-Garonne).
12 mars 1947	BORDAS (Jean) (O. ❋), directeur administrateur du Centre de Recherches agronomiques du Sud-Est, à Avignon, villa « Les Terrasses », route de Nîmes, Villeneuve-lès-Avignon (Gard).
23 avril 1947	BOIXO (Baron de), viticulteur, Cuxous, par Latour-de-France (Pyrénées-Orientales), Bled Cheraia, par Kemichet-s-Ouerrha (Maroc) et 33, rue La Tour, Paris (XVI[e]).
15 déc. 1948	* GIGNOUX (Claude-J.) (C. ❋), membre de l'Institut, ancien ministre, 174, rue de Courcelles, Paris (XVII[e]) et à Saint-Jean-le-Puy (Loire).
28 févr. 1951	MUSSET (René) (O. ❋), doyen honoraire de la Faculté des Lettres de l'Université de Caen, 5, place de la Résistance, Caen (Calvados).

* Membres titulaires devenus, sur leur demande, membres non résidants.

Date d'élection	
17 déc. 1952	KUHNHOLTZ-LORDAT (Georges) (O. ❋), correspondant de l'Académie des Sciences, professeur honoraire à l'École nationale d'Agriculture de Montpellier, 5, rue Saint-Vincent-de-Paul, Montpellier (Hérault).
10 juin 1953	JORET (Georges) (O. ❋), correspondant de l'Académie des Sciences, directeur de la Station agronomique d'Amiens, 6, route de Paris, Amiens (Somme).
10 mars 1954	BARBUT (Marcel) (C. ❋), inspecteur général de l'Agriculture, 77, rue Manin, Paris (XIX[e]).
30 mars 1955	BUCHET (Gabriel) (C. ❋), directeur de l'Ecole nationale d'Agriculture de Montpellier (Hérault).
8 juin 1955	GAUSSEN (Henri) (O. ❋), professeur à la Faculté des Sciences de Toulouse, 21, rue Raymond-IV, Toulouse (Haute-Garonne).
28 nov. 1956	CALVET (Emile) (C. ❋), vice-président du Conseil supérieur des Eaux et du Génie Rural, rue de la Gare, Colomiers (H. G.).
28 nov. 1956	RÉGNIER (Robert) (O. ❋), directeur de Recherches agronomiques, directeur du Muséum de Rouen, 16, rue Dufay, Rouen (Seine-Maritime).
28 nov. 1956	LE ROY DE BOISEAUMARIE (Baron Pierre) (C. ❋), président de l'Office international du Vin, Château-Fortia, Châteauneuf-du-Pape (Vaucluse).
28 nov. 1956	GACHON (Lucien), professeur de Faculté, 19, rue Renan à Chamalières (Puy-de-Dôme).
28 nov. 1956	FEYTAUD (D[r] Jean de) (❋), directeur honoraire de Stations et Laboratoires de Recherches agronomiques, ancien doyen de la Faculté des Sciences de Bordeaux, Le Poujeau, Le Taillan-Médoc (Gironde).
3 avril 1957	DELATOUCHE (Raymond), Président de la Société d'économie et de Science sociales, Soulgé-le-Bruant (Mayenne), et 36, rue Maréchal-Foch, Versailles (S.-et-O.).
3 avril 1957	ESTRANGIN (Louis), agriculteur, président de la Fédération nationale des C. E. T. A. et de l'Union nationale des Centres d'économie rurale, 5, boulevard Carnot, Grasse (Alpes-Mar.).
3 avril 1957	DROUINEAU (Gustave) (❋), directeur de Recherches à l'Institut national de la Recherche agronomique, Station d'agronomie, route du Cap, Antibes (Alpes-Mar.).
3 avril 1957	ALABOUVETTE (Luc) (O. ❋), professeur honoraire de l'École Nationale d'agriculture de Montpellier, avenue de la Gare, Poligny (Jura).
26 fév. 1958	LESCURE (Pierre) (❋), secrétaire général de la Société des Agriculteurs de Tunisie, 8, rue des Belges, Tunis (Tunisie).
26 fév. 1958	RICHARD (Henri), conseiller agronomique à la Compagnie de Saint-Gobain, Le Bas Saint-Genis, Mens (Isère) et 21, rue Gutenberg, Boulogne-sur-Seine (Seine).
26 fév. 1958	GRIMALDI D'ESDRA (❋), inspecteur général des Eaux et Forêtss, ecrétaire général du Ministère de l'Agriculture du Maroc, Rabat (Maroc).
15 avril 1959	TAUDIÈRE (Émile), président d'honneur du Syndicat général des Constructeurs de tracteurs et machines agricoles, 31, rue du Vivier à Niort (Deux-Sèves), et 242, boulevard Saint-Germain, Paris (VII[e]).

MEMBRES ÉTRANGERS

(Classés par ordre d'ancienneté)

Date d'élection	
24 avril 1929	MM. FUDAKOWSKI (C.), r. Litewska 7 m², Poznan (Pologne).
24 avril 1929	TSCHERMAK-SEYSENEGG (Dr Erich), professeur à la Hochschule für Bodenkultur, correspondant de l'Académie des Sciences de Paris, Hardtgasse, 29, Vienne (XIXe) (Autriche).
8 mai 1929	VANDER VAEREN, professeur à l'Université de Louvain, 55, rue Franz-Merjay, Bruxelles (Belgique).
13 janv. 1932	CAMARACHESCO, Strada Polona, 8, Bucarest, I (Roumanie).
23 fév. 1937	LAUR (Dr Ernest), ancien directeur de l'Union suisse des Paysans, Brugg (Argovie), Suisse.
1er juin 1938	KLINDERA (Ing. Ferdinand), ancien président de l'Union centrale des Coopératives agricoles, Zitna, 23, Prague II (Tchécoslovaquie).
22 juin 1938	LE BRETON (Tomas, Alberto), éleveur, ancien ambassadeur d'Argentine en France, Eduardo VII 1078, Hurlingham (Province de Buenos Ayres) (Argentine).
21 déc. 1949	VISART DE BOCARMÉ (Vicomte Philippe), président de la Société centrale d'Agriculture de Belgique, Wavre (Belgique).
21 déc. 1949	MAGNAN (Jean-Charles), directeur de l'enseignement agricole de la Province de Québec, 670, avenue Chouinard, Québec (6) P. Q. (Canada).
17 déc. 1952	ANGELINI (Prof. Franco), professeur à la Faculté d'Agronomie de l'Université de Naples, secrétaire général de la Confédération internationale du Crédit agricole, via Barberini, 86, Rome (Italie).
17 déc. 1952	BERNARD (Dr Charles-Jean), docteur ès sciences, ancien chef du Département de l'Agriculture aux Indes néerlandaises, 51, route de Frontenex, Genève (Suisse).
10 juin 1953	HEREDIA (Eladio Aranda), directeur de la Station de mécanique agricole de l'Institut national de la Recherche agronomique. Calle de la Encarnacion, 10, Madrid (Espagne).
16 juin 1954	RUSSELL (Sir John), ancien directeur de la Station expérimentale de Rothamsted, Campsfield Wood, Woodstock (Angleterre).
14 déc. 1955	DE VUYST (Dr Albert), professeur à l'Institut agronomique de l'Université de Louvain. Centre de recherches zootechniques, Lovenjoul (Belgique).
28 nov. 1956	HAMMOND (John), professeur à la Faculté d'Agriculture de l'Université de Cambridge, 1, Luard Road, Cambridge (Angleterre).

Date d'élection	
3 avril 1957	BAUER (Dr Friedrich), professeur de sylviculture à l'Université de Fribourg, Schauinslandstrasse 103, Fribourg-en-Brisgau (Allemagne).
3 avril 1957	COSTA LIMA (Dr Angelo da) professeur d'Entomologie agricole à l'École nationale d'Agronomie, 404, avenue Pasteur, Prana-Vermalha, Caixa Postal 25, Rio de Janeiro (Brésil).
3 avril 1957	WELLENSIEK (Susan Jacobus), professeur d'horticulture de l'Université agricole, Laboratorium voor Tuinbouwplanteenteelt, Postbus 3P, Wageningen (Pays-Bas).
3 avril 1957	WALLACE (Thomas), professeur de Chimie horticole à l'Université de Bristol, Station de Recherches agricole et horticole, Long Ashton, Bristol (Angleterre).
26 fév. 1958	DAVATCHI (Gholan Abbas), professeur à l'Université de Téhéran, Haut-conseiller au Ministère de l'Agriculture, Faculté d'Agriculture à Karadj (Iran).
26 fév. 1958	SAKAGUCHI (Kin-ichiro), docteur d'Agriculture à l'Université de Tokio, vice-président à la Société franco-japonaise d'Agriculture, 119, Sanya-cho, Meguro-ku, Tokio (Japon).
26 fév. 1958	PARKER (Harry, Lamont), entomologiste au Laboratoire des Parasites européens, 58, rue Jules-Parent, Rueil-Malmaison (S.-et-O.).
26 fév. 1958	BELTRAN (Prof. Enrique), sous-secrétaire d'État pour les Forêts au Ministère de l'Agriculture de Mexico, A. C., Dr. Vertiz 724, Mexico 12, D. F. (Mexique).

CORRESPONDANTS NATIONAUX

(par ordre d'ancienneté dans chaque section)

I. — *Section des Cultures*

(40 correspondants)

MM.

1. **Martin** (J.-B.), ancien directeur des Services agricoles d'Indre-et-Loire, 157, rue d'Entraygues, Tours (I.-et-L.).
2. **Guébriant** (Comte Hervé de), président de la Chambre d'Agriculture du Finistère, Saint-Pol-de-Léon (Finistère), 34, rue de Lubech, Paris (XVI^{e}).
3. **Hallé** (Pierre), vice-président de la Confédération européenne de l'Agriculture, 15, rue Vavin, Paris (VI^{e}).
4. **Pallier** (André), membre du Conseil supérieur de l'Agriculture, 21, rue Briçonnet, Nîmes (Gard).
5. **Guillebon** (de), agriculteur, fabricant de sucre, domaine de Boistrancourt, par Carnières (Nord).
6. **Aubin** (Louis), arboriculteur, 43, rue Pépin, Montreuil (Seine).
7. **Guillaumin** (A.), professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, 57, rue Cuvier, Paris (V^{e}).
8. **Guillemet**, président d'honneur de la Chambre d'Agriculture de Casablanca, Labruguière (Tarn).
9. **Branas** (Jean), professeur de viticulture à l'École nationale d'Agriculture, Montpellier (Hérault).
10. **Depardon** (Louis), directeur honoraire de la Station agronomique et œnologique de Blois, 33, rue Monin, Blois (L.-et-C.).
11. **Duvernay** (Jean-Marie), professeur d'horticulture de la Ville de Paris, La Faisanderie, Bois de Vincennes, 16, avenue Paul-Appell, Paris (XIV^{e}).
12. **Gaujal** (Georges), président de la Fédération des distilleries coopératives vinicoles, Libouriac, par Béziers (Hérault).
13. **Crépin** (Ch.), administrateur du Centre de Versailles, 12, rue de Beauvau, Versailles (S.-et-O.).
14. **Chabrolin** (Charles), ancien chef du Service botanique et agronomique de Tunisie, directeur général adjoint de la Société Péchiney-Progil, 3, avenue de Lorraine, Garches (S.-et-O.).
15. **Cavenne** (P.), agriculteur, président de la Fédération des Coopératives agricoles de l'Aisne, Mont-d'Origny, par Origny-Sainte-Benoîte (Aisne).
16. **Delucq** (D^{r} Albert), agriculteur, Vic-Fezensac (Gers).
17. **Maupas** (Albert), agriculteur à Guinarthe, par Sauveterre-de-Béarn (Basses-Pyrénées).
18. **Blondeau** (André), agriculteur, Bersée (Nord).
19. **Cailloux** (Mme), agriculteur, Souk-el-Khémis (Tunisie).
20. **Rebour** (Henri), ingénieur-conseil, professeur d'arboriculture spéciale à l'Institut agricole d'Algérie, 6, avenue des Sources, Nice (A.-M.).

MM.

21. **Deguise** (Jean), agriculteur à Douchy, par Villers-Saint-Christophe (Aisne).

22. **Forget** (Eugène), Conseiller économique, Président d'honneur de la F.N.S.E.A., Président de l'Association nationale des Migrations rurales, Président de la Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire, 122, avenue René-Gasnier, Angers (M.-et-L.).

23. **Laumont** (Pierre), chef de l'Expérimentation, Institut agricole d'Algérie, Maison-Carrée, Alger (Algérie).

24. **Grillot** (Georges), directeur central de Recherches à l'I.N.R.A., Palais de Chaillot-Aile Passy, Paris (XVIe).

25. **Bonnard** (William), ingénieur agricole, agriculteur, 66, rue Roussy, Nîmes (Gard).

26. **Viguier** (Pierre), ingénieur d'agronomie tropicale, directeur général de l'Office du Niger à Ségou (Soudan Français).

27. **Vogüé** (Comte R.-J. de), gérant de la Société des Fermes d'Aulnay-aux-Planches, Mareuil-le-Port (Marne).

28. **Poullain** (Bernard), agriculteur, La Queue-les-Yvelines (S.-et-O.).

29. **Gisquet** (Prosper), directeur honoraire de l'Institut expérimental des tabacs, Cours-de-Pile (Dordogne).

30. **Valdeyron** (Georges), directeur honoraire du Service botanique et agronomique de Tunisie, professeur à l'Institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, Paris (Ve).

31. **Lenfant** (Jean), directeur honoraire de l'École nationale d'Horticulture, 29, rue du Marché, Le Vésinet (S.-et-O.).

32. **Barbuat** (Albert de), directeur général de la Société des Agriculteurs de France, 2, rue Eugène-Manuel, Paris (XVIe).

33. **Mayer** (Robert), directeur de la Station centrale de Génétique et d'Amélioration des plantes, 14, avenue de Bellevue, Le Chesnay (S.-et-O.).

34. **Margarot** (Marcel), président de la Caisse régionale de Crédit agricole, Boissières, par Nages (Gard).

35. **Saint-Olive** (Pierre), Président de la Société pomologique de France, à Faverges-de-la-Tour (Isère).

36. **Bouhier de L'Écluse** (Robert), chef de travaux à la Station de recherches de Sologne, Villebourgeon, Neug-sur-Beuvron (L.-et-C.).

37. **Rouveroux** (Pierre), directeur de Sociétés d'exploitation agricoles, chargé de cours à l'École nationale d'Agriculture, rue Eugène-Dupuy, Parc d'Hydra, Alger.

38. **Ferrand** (Maurice), conseiller agronomique de l'I. R. H. O., « Phidylé », Saint-Lambert-des-Bois (S.-et-O.).

39. **Dubois** (Hector), président de la Fédération des Exploitants agricoles de l'Oise, Ferme d'Arcy, par Bury (Oise).

40. N.

II. — *Section de Sylviculture*

(20 correspondants)

MM.

1. **Duras** (Duc de), propriétaire-sylviculteur, Chastellux (Yonne), et 41, rue de Bellechasse, Paris (VII[e]).

2. **Gréa** (Pierre), propriétaire-sylviculteur, Rotalier, par Vincelles (Jura).

3. **Oudin** (Auguste), directeur honoraire de l'école nationale des Eaux et Forêts, 42, avenue de Saxe, Paris (VII[e]).

4. **Hubault** (Étienne), professeur honoraire de Zoologie à l'École nationale des Eaux et Forêts, Le Fief de l'Alleu, Mosnes (I.-et-L.).

5. **Arnaudin**, président du Syndicat corporatif forestier du Sud-Ouest, 7, place Francis-Planté, Mont-de-Marsan (Landes).

6. **Nègre** (Max), inspecteur général des Eaux et Forêts, en retraite, Domaine de Vacqueirolles, Nîmes (Gard).

7. **Sornay** (Jean), inspecteur général honoraire des Eaux et Forêts, 18, avenue du Maréchal-de-Saxe, Lyon (Rhône).

8. **Salvador** (Jean), inspecteur général des Eaux et Forêts en retraite, 34, boulevard de Strasbourg, Lunel (Hérault).

9. **Roi** (René), directeur de l'École nationale des Eaux et Forêts, professeur de botanique forestière, 14, rue Girardet, Nancy (M.-et-M.).

10. **Roussignhol** (Charles), docteur en droit, propriétaire forestier et viticulteur, vice-président de la Fédération nationale des propriétaires forestiers, 1, rue Chardin, Paris (XVI[e]) et Prieuré de Fontaine, Saint-Hilaire-Fontaine (Nièvre).

11. **Lachaussée** (Émile), inspecteur général des Eaux et Forêts, 18, rue Sébile, Lons-le-Saunier (Jura).

12. **Castagnou** (Maurice) inspecteur général des Eaux et Forêts, 4, rue de la Motte-Picquet, Paris (XV[e]).

13. **Messines Paviot du Sourbier**, inspecteur général des Eaux et Forêts, 9, quai Créqui, Grenoble (Isère).

14. **Fostier**, (Gaston) président du Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs des Ardennes. 2, boulevard Gambetta, Charleville (Ardennes).

15. **Vazeilles** (Marius), ingénieur des Eaux et Forêts, Meymac (Corrèze).

16. **Silvy-Leligois** (Paul), conservateur des Eaux et Forêts, professeur à l'École nationale des Eaux et Forêts, 14, rue Girardet, Nancy (M.-et-M.).

17. N.

18. N.

19. N.

20. N.

III. — *Section des Elevages*

(25 correspondants)

MM.

1. **Lucas** (J.-E.), ingénieur agronome, 31, rue de Tocqueville, Paris (XVII[e]).

2. **Villatte des Prugnes** (Robert), ingénieur agronome, château des Prugnes, à Vallon-en-Sully (Allier).

3. **Velu** (D[r] H.), vétérinaire, Entrains (Nièvre).

4. **Bonafé** (A.), directeur honoraire de l'École nationale d'Agriculture de Grignon, La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes).

5. **Curasson** (Georges), inspecteur général honoraire de l'Élevage outre-mer, à Poligny (Jura).

6. **Terroine** (Prof.), directeur du Centre de Coordination des Études et Recherches sur la Nutrition et l'Alimentation au C. N. R. S., 8, rue Greffulhe, Paris (VIII[e]).

7. **Terssac** (Pierre de), ingénieur agricole, éleveur à Castelbiague (Haute-Garonne) et à Anglas-Baliar, par Saint-Girons (Ariège).

8. **Coquot**, professeur honoraire à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, avenue de Joinville, Chantilly (Oise).

9. **Desliens** (Louis), vétérinaire et agriculteur, 10, avenue de la Gare, Chatillon-sur-Seine (Côte-d'Or).

10. **Roux** (Pierre), directeur de la Station centrale de Zootechnie, École nationale d'Agriculture de Rennes, 65, rue de Saint-Brieuc, Rennes (I.-et-V.).

11. **Cottier** (Henri), professeur honoraire à l'École nationale d'agriculture de Grignon, 19, rue Ninau, Toulouse (Haute-Garonne).

12. **Pons** (Pierre), professeur de Zootechnie, directeur de l'École nationale vétérinaire de Toulouse, 15, place Wilson, Toulouse (Haute-Garonne).

13. **Radas** (Paul), inspecteur général honoraire des Haras, 80, rue Taitbout, Paris (IX[e]).

14. **Martinière** (Henry Machet de la), propriétaire-agriculteur, inspecteur général honoraire des Haras, 17, avenue de Breteuil, Paris (VII[e]) et Les Cartes, par La Villedieu-du-Clain (Vienne).

15. **Rives** (Charles), propriétaire-agriculteur aux Escoussols, par Cuxac-Cabardes (Aude).

16. **Jore d'Arces** (D[r] Pierre), inspecteur, directeur des Recherches zootechniques en Algérie, villa « Sans-Nom », Bouzarea (Alger).

17. **Chéron** (Mme Germaine), agriculteur, aviculteur, élevage et fermes du Vexin normand, Villers-en-Vexin (Eure).

18. **Jacquot** (Raymond), directeur de Laboratoire au Centre national de la Recherche scientifique, 1, rue Cassini, Paris (XIV[e]).

19. **Vaysse** (Jean), chef du Service de l'Élevage au Maroc, 65, avenue de Temara, Rabat (Maroc).

20. **Rouy** (Henri), directeur de la Confédération nationale de l'Élevage, 110, rue Paul-Déroulède, Bois-Colombes (Seine).

MM.

21. **Jacquet** (Jean), professeur de Microbiologie à la Faculté des Sciences, 11, place de la Résistance, Caen (Calvados).

22. **Laplaud** (Martial), directeur du Laboratoire de Zootechnie de l'Institut national de recherches agronomiques, Haras national Saintes (Charente-Maritime).

23. **Lanier** (Louis), éleveur-exploitant, Vaux par Argenton-sur-Creuse (Indre).

24. N.

25. N.

IV. — *Section d'Economie rurale*

(20 correspondants)

MM.

1. **Garrigou-Lagrange** (André), ingénieur agronome, doyen de la Faculté de Droit de Bordeaux, 9, rue du Teich, Bordeaux (Gironde).

2. **Cépède** (Michel), professeur à l'Institut national agronomique, 135, rue Falguière, Paris (XV[e]).

3. **Ballot** (Paul), délégué général de l'Institut français de coopération technique, 29, rue Bonaparte, Paris (VI[e]).

4. **Coquard** (Fleury), inspecteur général de l'Agriculture en retraite, 13, boulevard Raspail, Paris (VII[e]).

5. **Cercler** (René), publiciste agricole, administrateur de la Fédération nationale de la propriété agricole, Domaine de la Foye, Couture d'Argenson (Deux-Sèvres).

6. **Naslin** (Émile), propriétaire-exploitant, Charchenay, par Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

7. **Coutin** (Pierre), directeur à l'École des Hautes Études, chargé de mission au Plan, 53, rue Blanche, Paris (IX[e]).

8. **Dauphin-Meunier** (Achille), professeur de Science économique et d'Économie rurale comparée à la Faculté libre de Droit de Paris, 8, rue de l'Université, Paris (VII[e]).

9. **Malassis** (Louis), professeur à l'École nationale d'Agriculture de Rennes, 47, rue Anatole-Le Braz, Rennes (I.-et-V.).

10. **Petitlaurent** (V.), professeur à l'Université libre d'Angers, 55, rue de Verneuil, Paris (VII[e]).

11. **Houillier** (François), directeur-adjoint des Services de l'Assemblée permanente des présidents de Chambres d'Agriculture, 5, avenue de la Motte-Picquet, Paris (VII[e]).

12. **Ourliac**, professeur à la Faculté de droit, directeur de l'Institut d'Etudes politiques de Toulouse, 3, rue Moulardy, Toulouse.

13. **Beckerich** (Abel), publiciste agricole, professeur à l'Institut agricole de Beauvais, 14, rue Le Dantec, Paris (XIII[e]).

14. **Chégut** (Raymond), secrétaire général de la Fédération nationale du Crédit Agricole, 2, place Saint-Mamert, Auxerre (Yonne).

MM.

15. **Breton** (Roger), directeur général de la Maison des Paysans, 12, avenue Victor-Hugo, Dijon (Côte-d'Or).

16. **Klatzmann** (Joseph), administrateur à l'Institut national de la Statistique et d'études économiques, 67, boulevard Suchet, Paris (XVIe).

17. **Farcy** (R. P. Henri de), professeur d'Économie rurale à l'École supérieure d'Agriculture d'Angers et à l'Institut d'Études sociales (Institut catholique de Paris), Action Populaire, 15, rue Marcheron, Vanves (Seine).

18. **Juglart** (Michel de) professeur chargé de Cours à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Paris, 15, rue Marignan, Paris (VIIIe).

19. N.

20. N.

V. — *Section des Sciences physico-chimiques*

(15 correspondants)

MM.

1. **Bruno** (Albert), inspecteur général honoraire des Stations agronomiques, 6, passage Montbrun, Paris (XIVe).

2. **Vincent**, directeur honoraire de Station agronomique, 74, avenue des Célestins, Vichy (Allier).

3. **Garola** (Mlle J.), directrice en retraite de la Station agronomique d'Eure-et-Loir, 58, rue Gabriel-Péri, Chartres (E.-et-L.).

4. **Boischot** (Pierre), directeur de la Station centrale d'Agronomie et de Biologie végétale de Versailles, 97, avenue Félix-Faure, Paris (XVe).

5. **Leroux** (Désiré), sous-directeur du Laboratoire de Chimie agricole du Conservatoire national des Arts et Métiers, ancien président de la Société d'Agriculture de Seine-et-Oise, « La Prairie », Chaussy, par Bray-et-Lû (S.-et-O.) et 19, avenue Hoche, Paris (VIIIe).

6. **Maume** (Louis), professeur honoraire à l'École nationale d'Agriculture de Montpellier, Montmarault (Allier).

7. **Roseau** (Henri), professeur honoraire à l'École nationale d'Agriculture d'Alger, 103, rue Michelet, Alger (Algérie).

8. **Chaminade** (Raymond), directeur de Recherches à l'Institut national de la Recherche agronomique, 15, rue Louis-Hervé, Versailles (S.-et-O.).

9. **Flanzy** (Michel), directeur de la Station centrale de Recherches sur l'œnologie et la technologie des produits végétaux, 4, rue de la Mosaïque à Narbonne (Aude).

10. **Mocquot** (Germain), directeur de Recherches à l'Institut national de la Recherche agronomique, 35, avenue de Paris, Versailles (S.-et-O.).

11. **Bertrand** (Didier), chef du Laboratoire de chimie biologique à l'Institut Pasteur, 61, Boulevard des Invalides, Paris (VIIe).

MM.

12. **Coïc** (Yves), directeur de la Station centrale de physiologie végétale de l'Institut national de la recherche agronomique, 6, rue des Acacias, Le Chesnay (S.-et-O.).

13. **Arléry** (Raymond), ingénieur agronome, ingénieur en chef de la Météorologie, 9, avenue Paul-Adam, Paris (XVII[e]).

14. **Viel** (Guy), directeur du Laboratoire de Phytopharmacie à l'I.N.R.A., 13, avenue du Président Roosevelt, Sceaux (Seine).

15. N.

VI. — *Section d'Histoire naturelle*
(15 correspondants)

MM.

1. **Dollé** (L.), professeur honoraire à la Faculté des Sciences de Lille, 52, rue Faidherbe, La Madeleine (Nord).

2. **Trouvelot** (Bernard), directeur de la Station centrale de Zoologie agricole, professeur à l'École nationale d'Horticulture de Versailles, 6, avenue du Général-Leclerc, Le Chesnay (S.-et-O.).

3. **Heim de Balsac** (Henri), propriétaire-agriculteur, Station de Biologie, Domaine de Buré-d'Orval, par Charency-Vezin (M.-et-M.) et 34, rue Hamelin, Paris (XVI[e]).

4. **Balachowsky** (Alfred), chef de Service à l'Institut Pasteur, 25, rue du Docteur-Roux, Paris (XV[e]).

5. **Tallon** (Gabriel), directeur de la Réserve zoologique et botanique de Camargue, rue Honoré-Nicolas, Arles (B.-du-R.).

6. **Guyot** (Lucien), professeur de botanique, École nationale d'Agriculture, Grignon (S.-et-O.).

7. **Bugnicourt** (Francis), inspecteur général des Recherches, directeur de l'Institut français d'Océanie, Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

8. **Gèze** (Bernard), professeur de Géologie à l'Institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, Paris (V[e]).

9. **Limasset** (Pierre), professeur à l'École nationale d'Agriculture, Montpellier (Hérault).

10. **Emberger** (Louis), directeur de l'Institut botanique de Montpellier, « La Résidence », 1, rue de Provence, Montpellier (Hérault).

11. **Schenk** (André), directeur de la Station de recherches séricicoles, « Le Gardonnet », route de Nîmes, Alès (Gard).

12. **Bonnemaison** (Lucien), directeur de recherches à la Station centrale de zoologie agricole, 18, rue Champ-la-Garde, Versailles (S.-et-O.).

13. **Delmas** (Robert), professeur au Laboratoire de Zoologie à l'École nationale d'Agriculture, 35, rue Louis Roumieux, Montpellier (Hérault).

14. **Maignien** (Roger) directeur du Centre de pédologie de l'Office de la Recherche scientifique et technique outre-mer, Hann-Dakar, B. P. 1386 (Sénégal).

15. **Viennot-Bourgin** (Georges), professeur à l'Institut national Agronomique, 8, square Vauban, Viroflay (Seine-et-Oise).

VII. — *Section de Génie rural*

(15 correspondants)

MM.

1. **Passelègue**, directeur technique des établissements Bernard-Moteurs, 27, rue Fernand-Forest, Suresnes (Seine).

2. **Rolley** (Paul), inspecteur général en retraite du Génie rural, 15-17, avenue Sainte-Foy, Neuilly-sur-Seine (Seine).

3. **Dabat** (Georges), ancien chargé de cours à l'Institut agronomique, 32, quai Henri-IV, Paris (IVe).

4. **Gilliard** (Robert), ingénieur en chef du Génie rural en retraite, 5, rue Bernès-Cambot, Pau (Basses-Pyrénées).

5. **Patrix** (Louis), ancien professeur à l'École nationale du Génie rural, 48, rue des Coudrais, Sceaux (Seine).

6. **Bourdelle** (Jacques), directeur-technique du Centre national d'études et d'expérimentation du Machinisme agricole, 26 *bis*, avenue Daumesnil, Paris (XIIe).

7. **Ferron** (Pierre), ancien inspecteur général des Eaux et du Génie rural, Coudures (Landes).

8. **Trintignac** (Roger), secrétaire général de l'Office de la Recherche scientifique d'outre-mer, 20, rue Monsieur, Paris (VIIe).

9. **Campredon**, conservateur des Eaux et Forêts, directeur de l'Institut national du Bois, 66, avenue de Saxe, Paris (XVe).

10. **Gougis** (André), président du Conseil supérieur technique du Centre d'Études et de Recherches du machinisme agricole, 3, rue Émile-Labiche, Auneau (E.-et-L.).

11. **Thevenot** (Roger), directeur de l'Institut international du froid, 17, avenue Sainte-Foy, Neuilly-sur-Seine (Seine).

12. **Latour** (Jean), Château de Corton-Grangey, Aloxe-Corton (Côte-d'Or).

13. N.

14. N.

15. N.

LISTE RÉCAPITULATIVE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE L'ENSEMBLE DES CORRESPONDANTS NATIONAUX

A

Arléry (Raymond).
Arnaudin.
Aubin (Louis).

B

Balachowsky (Alfred).
Ballot (Paul).
Barbuat (Albert de).
Beckerich (Abel).
Bertrand (Didier).
Blondeau.
Boischot (Pierre).
Bonafé (A.).
Bonnard (William).
Bonnemaison (Lucien).
Bouhier de L'Écluse (R.).
Bourdelle (Jacques).
Branas (Jean).
Breton (Roger).
Bruno (Albert).
Bugnicourt (Francis).

C

Cailloux (Mme).
Campredon.
Castagnou.
Cavenne (P.).
Cépède (Michel).
Cercler (René).
Chabrolin (Charles).
Chaminade (Raymond).
Chégut (Raymond).
Chéron (Mme).
Coïc (Yves).
Coquard (Fleury).
Coquot.
Cottier (Henri).
Coutin (Pierre).
Crépin (Charles).
Curasson (Georges).

D

Dabat (Georges).
Dauphin-Meunier (Achille).
Deguise (Jean).
Delmas (Robert).
Delucq (Dr Albert).
Depardon (Louis).
Desliens (Louis).
Dollé (L.).
Dubois (Hector).
Duras (Duc de).
Duvernay (Jean-Marie).

E

Emberger (Louis).

F

Farcy (R. P. Henri de).
Ferrand (Maurice).
Ferron (Pierre).
Flanzy (Michel).
Forget (Eugène).
Fostier (Gaston).

G

Garola (Mlle J.).
Garrigou-Lagrange (André).
Gaujal (Georges).
Gèze (Bernard).
Gilliard (Robert).
Gisquet.
Gougis (André).
Gréa (Pierre).
Grillot (Georges).
Guébriant (Comte Hervé de).
Guillaumin (H.).
Guillebon (de).
Guillemet.
Guyot (Lucien).

H

Hallé (Pierre).
Heim de Balsac (Henri).
Houillier (François).
Hubault (Étienne).

J

Jacquet (Jean).
Jacquot (Raymond).
Jore d'Arces (Dr Pierre).
Juglart (Michel de).

K

Klatzmann (Joseph).

L

Lachaussée (Émile).
Lanier (Louis).
Laplaud (Martial).
Latour (Jean).
Laumont.
Lenfant (Jean).
Leroux (Désiré).
Limasset (Pierre).
Lucas (J. E.).

M

Maignien (Roger).
Malassis (Louis).
Margarot (Marcel).
Martin (J.-B.).
Martinière (Henry Machet de la).
Maume (Louis).
Maupas (Albert).
Mayer (Robert).
Messines Paviot du Sourbier (Jean).
Mocquot (Germain).

N

Naslin (Émile).
Nègre (Max).

O

Oudin (Auguste).
Ourliac (Paul).

P

Pallier (André).
Passelègue.
Patrix (Louis).
Petitlaurent (Victor).
Pons (Pierre).
Poullain (Bernard).

R

Radas (Paul).
Rebour (Henri).
Rives (Charles).
Rol (René).
Rolley (Paul).
Roseau (Henri).
Roussignhol (Charles).
Rouveroux (Pierre).
Roux (Pierre).
Rouy (Henri).

S

Saint-Olive (Pierre).
Salvador (Jean).
Schenk (André).
Silvy-Leligois (Paul).
Sornay (Jean).

T

Tallon (Gabriel).
Terroine.
Terssac (Pierre de).
Thévenot (Roger).
Trintignac (Roger).
Trouvelot (Bernard).

V

Valdeyron (Georges).
Vaysse (Jean).
Vazeilles (Marius).
Velu (Dr H.).
Viel (Guy).
Viennot-Bourgin (Georges).
Viguier (Pierre).
Villatte des Prugnes (R.).
Vincent.
Vogüé (Comte R.-J. de).

CORRESPONDANTS ÉTRANGERS

(classés par ordre d'ancienneté dans chaque section)

I. — *Section des Cultures*

(15 correspondants)

MM.

1. **Faes** (Dr H.), directeur de la Station fédérale d'essais viticoles, 1, avenue Dapples, Lausanne (Suisse).
2. **Jelineck** (Dr Jean), ancien professeur à l'École supérieure d'Agriculture de Prague, Bustrice, Pernst 412 (Moravie) (Tchécoslovaquie).
3. **Decoux** (Louis), administrateur de l'Institut belge pour l'Amélioration de la Betterave, 8, rue des Marchés, Jodoigne (Belgique).
4. **Krimbas** (Basile), recteur à l'École des Hautes Études agronomiques, Jardin de Botanique, Athènes (Grèce).
5. **Dalmasso** (Giovani), docteur en sciences agraires et naturelles, professeur de l'Académie italienne d'arboriculture et de viticulture à l'Université de Turin, via Piettro Giuria 15, Turin (Italie).
6. **Darlington** (Dr C. D.), professeur de botanique à l'Université d'Oxford, South Park Road, Oxford (Angleterre).
7. **Rasmusson** (Dr Johan Magnus), professeur fil., directeur de l'Institut Hilleshög pour la sélection de la betterave, membre de la Société royale physiographique de Lund, membre de l'Académie royale de Suède et conseiller des recherches agricoles, Hilleshögsinstitut, Box 82, Landskrona (Suède).
8. **Chaponnier** (Armand), chef de section à la Division de l'Agriculture du Département fédéral de l'Économie publique, Sulgenauweq, 9, Berne (Suisse).
9. **Larose** (Émile), directeur de la Station de Recherches de l'État pour l'amélioration des plantes de grande culture, président du Centre de Recherches agronomiques, 53, avenue des Combattants, Gembloux (Belgique).
10. **Dona Dalle Rose** (Antoine), directeur de la Station expérimentale de culture betteravière de Rovigo, via Amendola, Rovigo (Italie).
11. **Haan** (Dr Hindrik de), collaborateur pour l'amélioration scientifique des Plantes de grande culture, Nude 66, Wageningen (Pays-Bas).
12. **Esteruelas Rolando** (Ramón), directeur de la Station expérimentale de l' « Aula Dei », Saragosse (Espagne).
13. **Penha Garcia** (Comte José), économiste, 20 R. de Prior, Lisbonne (Portugal).
14. **Sax** (Dr), professeur de botanique à l'Université Harvard, membre de l'Académie nationale des Sciences U. S. 380 South St. Jamaïca Plain 30, Mass. (États-Unis d'Amérique).
15. N.

II. — *Section de Sylviculture*

(7 correspondants)

1. **Allen** (Shirley W.), professeur à l'École forestière de l'Université de Michigan, Ann-Arbor, Mich. (États-Unis d'Amérique).

MM.

2. **Poskin** (Arthur), professeur honoraire de Sylviculture à l'Institut agronomique de l'État, 48, rue des Carmes, Namur (Belgique).

3. **Vazquez** (Ezequiel Gonzalez), professeur à l'École spéciale des ingénieurs forestiers, Quintana 15, 5°-A., Madrid (Espagne).

4. **Saari** (Eino Armas), titulaire de la Chaire d'Économie forestière, Université d'Helsinki, Tulimäki, 17, Munkkiniemi, Helsinki (Finlande).

5. **Tamm** (Dr Olof F. S.), ancien professeur et ancien recteur-adjoint de l'École royale des Forêts, membre de l'Académie royale de l'Agriculture de Suède, Strogshogskolan, Stockholm 51 (Suède).

6. **Champion** (Sir H. G.), directeur de l'Imperial Forestry Institute, Université d'Oxford (Angleterre).

7. **Osumi** (Shinishi), assistant professeur à la Faculté d'Agriculture, Université de Saikio, 30, Shimogano-kishimoto-cho, Sakio-ku, Jioto (Japon).

III. — *Section des Elevages*

(8 correspondants)

MM.

1. **Buxareo Oribe** (Félix), ingénieur agricole et forestier, propriétaire-éleveur, 646, Paraguay, Buenos-Aires (Argentine).

2. **Martinez de Hoz** (Eduardo), éleveur en Argentine, avenue Pte-Roque Saenz Pena 730 (6° piso), Buenos Ayres (Argentine).

3. **Parreiras-Horta** (Dr Paulo de F), membre du Conseil national d'Éducation et professeur émérite de l'École nationale vétérinaire, Rua Barao de Lucena, 8, Rio de Janeiro (Brésil).

4. **Fontes Pereira de Mello** (Dr Fernando), docteur en médecine vétérinaire, directeur général des Services de l'Élevage au Ministère de l'Économie du Portugal, 4, rue Victor-Corton, Lisbonne (Portugal).

5. **Greig** (John-Russell), directeur de l'Association de recherches sur les maladies des animaux, 58 Kirk Brae, Liberton, Edimburg 9 (Écosse).

6. **Ortega** (Petro Maria), fondateur de l'Association d'éleveurs de bétail normand en Colombie, Carrera 7A n° 67-64, Bogota (Colombie S. A.).

7. **Bonadonna** (Dr Telesforo), professeur titulaire de Zootechnie générale à la Faculté des Sciences agronomiques de l'Université de Milan, Via Antonio Fogazzaro 37, Milan (Italie).

8. N.

IV. — *Section d'Economie rurale*

(5 correspondants)

MM.

1. **Louwes** (Herman Derk), président de la Confédération de l'Agriculture, De Gast 34, Zuidhorn Gr. (Pays-Bas).

2. **Davis** (John Herbert), Moffett Foundation, graduate School of Business Administration, Howard University, Boston, Mass. (États-Unis d'Amérique).

3. **Gachet** (Arnold), agriculteur, président de la Chambre d'Agriculture vaudoise, Bioley-Orjulaz (Suisse).

4. **Saadé** (Fouad), ingénieur agricole, directeur du Comptoir agricole du Levant, BP 182, Beyrouth (Liban).

5. N.

V. — *Section des Sciences physico-chimiques*
(5 correspondants)

MM.

1. **Mercanton** (P.-L.), professeur honoraire à l'Université de Lausanne, 20, avenue de l'Église anglaise, Lausanne (Suisse).

2. **Ogg** (Sir William G.), ancien directeur de la Station expérimentale de Rothamsted, Arnhall by Edzell, Angus, Écosse (Grande-Bretagne).

3. **Waksman** (Selman A.), Chaire de Microbiologie des sols, Logan Lane, Rte. 44, New Brunswick N. J. (États-Unis d'Amérique).

4. **Arnon** (Daniel-J.), professeur de physiologie végétale à l'University de Californie, 3044 Life Sciences Bldg, Berkeley, Calif. (États-Unis d'Amérique).

5. **Dhar** (Prof. N. R.), président de l'Indian Chemical Soc., président de l'Académie nationale des Sciences, 2D, Beli Road, Allahabad U. P. (India).

VI. — *Section d'Histoire naturelle*
(5 correspondants)

MM.

1. **Marlatt** (Ch.-L.), chef du Bureau d'Entomologie au Département de l'Agriculture, Washington (États-Unis d'Amérique).

2. **Quanjer** (H.-M.), ancien professeur-docteur à l'Institut de Phytopathologie, Binnenhaven, 4, Wageningen (Pays-Bas).

3. **Edelman** (Prof. Dr C. H.), Gembloux, professeur à l'Institut des Pays-Bas, directeur des Services de la carte pédologique des Pays-Bas, Bennekon, case postale 10 (Pays-Bas).

4. **Ghesquière** (Jean), ingénieur agronome (Gembloux), correspondant du Muséum national d'Histoire naturelle de Paris, Stella-Marc, 9, promenade Maréchal-Joffre, Menton (Alpes-Maritimes).

5. **Wardlaw** (C. W.), professeur de botanie cryptogamique à l'Université de Manchester, 195, Kingsway, Gatley, Cheshire (Angleterre).

VII. — *Section de Génie rural*
(5 correspondants)

MM.

1. **Alpe** (Dott. Ing. Angelo), Istituto Sperimentale di Meccanica Agraria, 2, via Celoria, Milan (Italie).

2. **Ingham** (Arthur, George), ingénieur en chef au Département de l'Agriculture pour l'Écosse, Saint-Andrew's House, Edinburg, 1 (Écosse).

3. **Botelho de Macedo** (Mario Henrique), Directeur des services agricoles du Ministère de l'Économie, rua Jose Falcao, 15 R/C, Oeiras (Portugal),

4. **Regamey** (Pierre), chef de service des Améliorations foncières et du Génie Rural, Les Mayens, avenue du Temple, La Sallaz, Lausanne (Suisse).

5. **Franke** (Dr Rudolf), directeur de la Station d'essais de tracteurs, Martinstrasse 31, Darmstadt (Allemagne).

LISTE RÉCAPITULATIVE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE L'ENSEMBLE DES CORRESPONDANTS ÉTRANGERS

A

Allen (Shirley W.).
Alpe (Dr Ing. Angelo).
Arnon (Daniel-J.).

B

Bonadonna (Dr Telesforo).
Buxareo Oribe (Félix).

C

Champion (Sir H.-G.).
Chaponnier (Armand).

D

Dalmasso (Giovani).
Darlington (Dr C. D.).
Davis (John Herbert).
Decoux (Louis).
Dhar (N. R.).
Dona' Dalle Rose.

E

Edelman (Prof. Dr C. H.).
Esteruelas Rolando (Ramón).

F

Faes (S. N.).
Fontes Pereira de Mello (Dr Fernando).
Franke (Dr Rudolf).

G

Gachet (Arnold).
Ghesquière (Jean).
Greig (John Russel).

H

Haan (Hindrik).

I

Ingham (Arthur-George).

J

Jelineck (Dr Jean).

K

Krimbas (Basile).

L

Larose (Émile).
Louwes (Herman Derk).

M

Macado (Botelho de).
Marlatt (Ch.-L.).
Martinez de Hoz (Eduardo).
Mercanton (P. L.).

O

Ogg (Sir William G.).
Ortega (Pedro Maria).
Osumi (Shinishi).

P

Parreiras-Horta (Dr Paulo de F.).
Penha Garcia (Comte José).
Poskin (Arthur).

Q

Quanjer (H.-M.).

R

Rasmusson (Dr Johan Magnus).
Regamey (Pierre).

S

Saadé (Fouad).
Saari (Eino Armas).
Sax (Dr).

T

Tamm (Olof).

V

Vazquez (Ezequiel Gonzalez).

W

Waksman (Selman A.).
Wardlaw (C. W.).

SECRÉTARIAT

M. Robert PRÉAUD, *secrétaire perpétuel*
11, rue de Mouchy, Versailles (S.-et-O.)

Mlle TEUVET, *secrétaire administratif*
18, rue de Bellechasse, Paris (VIIe)

Adresser les lettres et communications à M. Robert PRÉAUD, secrétaire perpétuel, 18, rue de Bellechasse, Paris (VIIe)

SÉANCE DU 6 JANVIER 1960

Présidences successives de M. GOUILLY-FROSSARD et de M. LETARD

INSTALLATION DU NOUVEAU BUREAU

M. Gouilly-Frossard, *président sortant*. — Mes chers Confrères. La transmission académique des pouvoirs présidentiels me fait souvent penser, toutes choses égales d'ailleurs, à ce mode spécial de dévolution des bénéfices ecclésiastiques, puis plus tard des offices séculiers, que, sous l'ancien régime, on désignait par l'expression de « resignatio in favorem ».

N'est-ce pas toujours, en effet, pour le vice-président une élection avec promesse de succession future à la présidence et n'est-ce pas pour le président à l'expiration de son mandat annuel la résignation de ses fonctions en faveur du premier?

Au moment de la passation de mes pouvoirs, je ne puis m'empêcher de jeter un coup d'œil en arrière. Ce m'est un agréable devoir de vous assurer que j'emporte de l'année qui vient de s'écouler un souvenir attachant des plus durables.

Le concours que vous avez bien voulu me prêter avec tant de bonne grâce, de compréhension et j'ajouterai, en toute humilité et franchise, avec tant d'indulgence dans la direction de nos travaux, je n'aurai garde de l'oublier.

De cette tribune d'où vos délibérations prennent un relief particulier, il m'a été donné d'apprécier dans toute leur valeur et étendue la perspicacité et la finesse des jugements, l'ampleur et la profondeur de la pensée. La hauteur des vues dans un ensemble d'universalité, véritable creuset de la science, de la technique et de la pratique raisonnée où se fondent, pour se compléter si harmonieusement, les divers concepts de vos entendements.

Cet éloge que je vous adresse n'est point flatterie. Veuillez le considérer à la manière d'une contribution à une éventuelle histoire des idées et le tenir pour le témoignage de ce fait que le mérite attire le respect et tient lieu de richesse.

A une époque où il y a dans le monde, tant de prétentions et de fausses grandeurs, il convient de n'être jamais ni en dessus ni en dessous de la vérité.

Exagérer la louange, n'est-ce pas l'affaiblir? La minimiser, c'est valoriser les contraires. Or, j'ai conscience de remplir l'ultime devoir de ma charge expirante en magnifiant le rôle d'une importance capitale que joue l'Académie d'Agriculture dans la vie de la nation. Vous êtes les auteurs de cette œuvre féconde et exaltante. Tout l'honneur en rejaillit sur vous.

Après vous avoir adressé, avec une sincérité dépouillée de tout ornement ce modeste compliment et mon remerciement personnel, vous voudrez bien me permettre d'exprimer ma gratitude à notre secrétaire perpétuel qui m'a secondé avec une délicatesse et une affabilité telles qu'en quittant le fauteuil présidentiel, je demeurerai son obligé.

Mais, à vrai dire, n'avons-nous pas tous contracté envers M. Préaud une dette de reconnaissance?

Je m'en fais l'interprète auprès de lui, en raison de l'immense et précieux labeur qu'il accomplit avec une abnégation de tous les instants.

Ayant été mêlé pendant une année à l'existence intime de notre compagnie, j'ai pu constater l'étendue et la complexité de la tâche considérable qu'il affronte avec une sérénité, une élégance et une autorité intellectuelles rarement égalées.

Le cadre qu'il trace de nos travaux avec une sûreté de doigté et une continuité de vues remarquables, n'attire-t-il pas nos louanges!

Je rends pareillement hommage à notre trésorier perpétuel qui gère le budget de l'Académie avec la haute compétence qu'atteste la place prépondérante qu'il occupe dans les conseils du Gouvernement.

La restauration progressive du Château d'Harcourt n'est-elle pas l'œuvre de M. Brasart assisté pour la mise en valeur du domaine des avis éclairés du chef incontesté de l'école française moderne d'économie forestière : j'ai nommé mon éminent maître M. Philibert Guinier pour qui je professe respect, admiration et reconnaissance.

Je ne voudrais pas quitter le bureau de l'Académie sans souligner les services si appréciés qu'ont rendus sous ma présidence, chacun dans sa spécialité, M. Cramois, trésorier-adjoint et M. Féraud, secrétaire-adjoint. Leur réélection pour 1960 est le témoignage irrécusable de la considération que vous leur portez.

Je salue enfin, en le félicitant chaudement notre nouveau vice-président M. de Vilmorin qui a obtenu pour son accession à sa fonction académique tous nos suffrages et dont il suffit de prononcer le nom pour évoquer à la fois un ensemble de qualités brillantes et un cortège de services particuliers rendus à la cause que nous défendons.

Je n'ai pas à vous présenter mon successeur, puisque vous l'avez désigné l'an dernier à l'unanimité pour la vice-présidence avec promesse de la succession qu'il recueille aujourd'hui. M. le Professeur Letard est un savant. Vous connaissez la valeur, la diversité et la notoriété de ses travaux. J'ajouterai, car on le sait moins, qu'il est un amateur et un critique d'art très averti, ce qui confère à sa personnalité un grand rayonnement. Ses fréquentes interventions, à l'occasion, soit d'exposés originaux, soit encore de la présentation d'ouvrages scientifiques, soit encore au cours d'observations ou de remarques spontanées jaillies de la discussion vous ont permis d'apprécier son érudition, sa logique d'esprit, son sens critique, ainsi que sa parfaite connaissance des hommes.

Il dirigera nos débats avec l'autorité qu'il s'est acquise dans sa chaire de l'École d'Alfort.

Je puis mesurer à ces prémisses l'attrait qui marquera sa présidence.

Mes chers Confrères, avant de descendre de cette tribune, non sans avoir remercié le personnel administratif de l'Académie, notamment Mlle Teuvet, pour leur dévouement, je désire vous assurer de l'estime confraternelle que je porte à chacun de vous. Dans cet ordre d'idées, permettez-moi, puisque nous ne sommes encore qu'aux premiers jours de 1960, de vous offrir mes vœux les plus sincères afin que la nouvelle année comble vos foyers de ceux de ses dons que vous jugerez les plus précieux.

Les rites immuables sont désormais accomplis. La mission que vous m'aviez confiée est achevée.

Il ne me reste plus qu'à vous prier, Monsieur le Président, d'occuper ce fauteuil qui vous est destiné.

M. Letard, *nouveau président.* — Mes chers Confrères. — Avant que commencent les travaux de cette première séance de l'année, je veux, non seulement par tradition, mais bien par agréable devoir, vous exprimer ma très vive gratitude pour l'honneur insigne que vous m'avez décerné en m'appelant par votre vote, il y a un an, à la Présidence de notre Compagnie, pendant 1960. Le tour était venu, pour un membre de la sec-

tion des Élevages, de bénéficier de cette haute distinction. Ce n'est donc point uniquement votre indulgente sympathie qui m'a beaucoup touché et dont je vous remercie, mais aussi les prérogatives, pas toujours enviables, de l'ancienneté, enfin la stabilité de ma résidence parisienne qui me valent d'être aujourd'hui à une place qu'ont occupée dans un passé récent ou éloigné tant d'éminentes prsonnalités; cela ne peut donc, en définitive, que m'incliner vers beaucoup de modestie.

Quoiqu'il en soit, voici qu'un Zootechnicien, *stricto sensu*, est appelé à diriger, ou, beaucoup plus exactement, à contribuer à diriger les travaux d'une Assemblée qui réunit des compétences fort variées, nourries à des disciplines très diverses. Au moment de prendre le départ de l'épreuve présidentielle, l'intéressé mesure la difficulté des obstacles, soupçonne les surprises du terrain, et il éprouverait des appréhensions justifiées, s'il ne savait qu'il peut compter sur des collaborateurs dont la permanence et la maîtrise lui apportent, avec la garantie de la bonne marche de la maison, un très solide apaisement.

A vrai dire, le Zootechnicien, surtout lorsqu'il a eu l'avantage d'être, comme je le fus, un grand voyageur, a vérifié par lui-même, à tout moment, l'axiome fondamental selon lequel l'animal est le reflet du sol qui le porte, de la plante qui le nourrit. Ce Zootechnicien s'est donc intéressé, par goût ou par nécessité, à bien des activités terriennes qui, à première vue, paraissent éloignées de l'élevage, mais en sont, en réalité, assez proches.

Je suis très sensible, Monsieur le Président, aux paroles très aimables que vous avez prononcées à mon égard, et je vous remercie de votre amabilité et de votre indulgence.

Le hasard veut que je succède, en cette présidence, à un Maître de la Science et de l'Économie forestières. Ce n'est un secret pour personne, Monsieur le Président — de sorte que le mieux est que nous en faisions carrément l'aveu – , que forestiers et zootechniciens, du moins en certains pays, ne vivent point toujours en parfaite intelligence, surtout lorsqu'il s'agit de zootechniciens férus de production laitière, dont la chèvre est un prodigieux, et, en certains lieux, un exceptionnel, presque unique, instrument. Pourtant ces zootechniciens savent trop bien ce que la conservation du pâturage doit à l'arbre, pour n'être point, envers ce dernier, pleins de prudence, d'égards et de respect.

Nous conviendrons certainement, vous comme moi-même, Monsieur le Président, et peut-être en raison de certaines affinités de culture juridique, qu'il ne faut point tendre vers les solutions trop catégoriques, – *summum jus, summa injuria* – – mais bien vers les accommodements, les compromis, les équilibres fructueux que la nature a su elle-même réaliser.

Je vous remercie, Monsieur le Président, au nom de tous nos Confrères, d'avoir mis, en 1959, votre double compétence d'agronome et de juriste au service de l'Académie pour présider ses séances avec autorité, mais aussi avec aménité et avec une ponctualité exemplaire.

Mais encore, je veux, au nom de tous, vous exprimer une gratitude particulière pour le magnifique travail qu'en guise de discours, lors de la dernière séance solennelle, en présence de M. le Ministre de l'Agriculture, vous avez présenté à cette tribune. Il fallait une vaste érudition historique, servie par une méthode critique rigoureuse, pour dégager les processus institutionnels qui, à travers les siècles, ont conduit à la législation protectrice de ce bien commun, si précieux en tous lieux : la forêt.

Nous avons tous en mémoire votre exposé où l'élégance de la forme le disputait à la richesse de la substance. Il est un point cependant sur lequel je me permettrai de revenir. Vous avez évoqué, avec beaucoup de charme et aussi de pertinence, un pays que je connais bien pour l'avoir parcouru en tous sens, au cours de plusieurs séjours de longue durée : la Grèce, pays attachant, émouvant, dans son humble condition actuelle, par le passé prestigieux qui resurgit au simple nom de tant de ses villes ou même de ses villages.

Bien des fois, examinant ces montagnes pierreuses, arides, privées d'arbres, je me suis remémoré les Idylles de Théocrite, dont plusieurs mettent en scène non point de quelconques gardiens d'on ne sait quelles pécores, mais bel et bien d'authentiques chevriers.

« La chèvre que voilà est mère de deux jumeaux;

« Et, encore riche de lait, tu peux la traire trois fois »,

dit notamment le chevrier de la première idylle.

Et je me demandais si ces terrains dénudés, ravagés par le ruissellement, n'étaient point la rançon de l'humeur caprine, dévastatrice. Vous avez rassuré ma conscience de zootechnicien en affirmant que le déboisement systématique de la Grèce ne saurait être imputé à la négligence des populations autochtones au temps de sa grandeur, mais aux nombreuses invasions dont elle eut à souffrir quand elle devint province de l'empire romain. Il suffit du reste d'avoir admiré le site sylvestre fameux où les Grecs installèrent le célèbre oracle de Dodone pour saisir la vertu que, fins psychologue, ils durent attribuer à la majesté de l'arbre sur l'entendement humain. Comment donc l'auraient-ils par inadvertance sacrifié?

Je pourrais dire encore bien des raisons d'ordre économique et affectif qui, jointes à ce que nous savons en outre du domaine d'Harcourt qu'un Président de l'Académie d'Agriculture ne saurait oublier, pourraient vous persuader, s'il en était besoin, que j'ai hautement apprécié, avec tous mes Confrères, la fresque que vous avez magistralement brossée devant nous, et je saisis cette occasion pour vous dire l'estime et la gratitude que nous avons à l'égard du Corps des Forestiers, pour l'œuvre édificatrice et préservatrice réalisée grâce à la continuité de leurs efforts éclairés.

C'est avec ferveur que j'accomplirai maintenant le pieux devoir de rendre l'hommage rituel aux devanciers auxquels nous devons d'être ce que nous sommes. Qu'il me soit donc permis d'évoquer le souvenir de quelques uns des membres de notre Compagnie qui furent aussi mes maîtres à Alfort : Alcide Railliet, parasitologiste de renommée mondiale; Gaston Moussu, physiologiste, pathologiste, économiste; Paul Dechambre, zootechnicien réputé, auprès de qui j'ai travaillé pendant de longues années. Tous, savants désintéressés, ont grandement œuvré pour l'Élevage, et je suis convaincu qu'ils tinrent leur admission à notre Académie pour une haute consécration de leurs travaux. Je veux aussi citer ceux des nôtres qui, aujourd'hui disparus, m'ont fait souvent bénéficier de leurs conseils : le grand microbiologiste Emmanuel Leclainche, le zootechnicien Ginieis, enfin Paul Corbière qui restera, dans notre mémoire, au premier rang des « grands Éleveurs », dans toute la noblesse et la force de ces mots.

Il m'est agréable de citer aussi, parmi mes Maîtres, un de ceux qui siègent parmi nous, M. Louis Tardy, dont j'ai suivi, il y aura bientôt quarante ans, l'enseignement qu'il donnait alors à l'Institut national agronomique, sur la Coopération et le Crédit. J'ai emporté du cours de M. Tardy — et j'ai le plaisir de le déclarer ici — un goût assez vif de l'Économie rurale pour que je sois amené à poursuivre mes études en cette science, persuadé que si l'on veut éviter de perdre contact avec les réalités efficaces, il ne faut jamais séparer la technique de l'économique.

Je suis heureux de saluer le retour au Bureau de l'Académie, et cette fois-ci au titre de Vice-Président, de M. Roger de Vilmorin. Étant spécialiste de l'animaliculture, je ne puis, à cette tribune, où tant de questions diverses sont débattues, que me féliciter, plus que quiconque, fût-ce pour des raisons égoïstes, de pouvoir compter sur sa collaboration et sur son appui. Je sais qu'il ajoute à la notoriété qui s'attache à son nom les hauts mérites de ses propres travaux, et j'ai pu apprécier son activité et sa sagesse, non seulement ici-même, mais aussi en d'autres enceintes.

J'assure M. de Vilmorin de ma satisfaction de le voir près de moi, et je le remercie d'avoir bien voulu accepter quelques obligations nouvelles, malgré les nombreuses et difficiles occupations qui sont les siennes.

Et maintenant je me tourne avec humilité, et déjà avec reconnaissance, vers les vrais leaders de notre Compagnie.

Quel puissant motif de confiance d'avoir auprès de soi M. le Secrétaire perpétuel Préaud. S'il assure avec conscience le maintien des traditions indispensables, il met aussi à notre disposition les ressources d'une érudition constamment entretenue, la hauteur de ses vues, des dons exceptionnels de clarté dans tous ses exposés. Il prend aussi les initiatives qui font la vie d'une Académie. Je lui adresse déjà mes remerciements pour le sentiment de sécurité que j'éprouve grâce à lui.

C'est une chose bien singulière que, dans une Assemblée telle que la nôtre, dont les moyens sont très modiques, à une époque où presque chacun se plaint de la dureté des temps, nous ne paraissions jamais en proie à de sérieux soucis financiers. Nous le devons au travail silencieux et efficace, à la gestion combien prudente et sagace de notre Trésorier perpétuel, qui, malgré les hautes et lourdes charges dont il est investi, veut bien accepter la gestion de notre patrimoine. Qu'il veuille bien accepter ici l'hommage de notre gratitude profonde.

Avec beaucoup de satisfaction, je vois au Bureau M. Féraud qui assure les fonctions de Vice-Secrétaire avec tant de bonne grâce souriante et de dévouement, et je salue avec plaisir la réélection au poste de Vice-Trésorier de M. Cramois, dont la compétence s'exerce communément au profit de fonds fort importants. Nous sommes heureux qu'il puisse continuer à se familiariser avec les finances de notre maison, car, s'ils n'entraînent pas les plus graves responsabilités, les budgets modestes ne sont pas toujours les plus faciles à équilibrer.

D'avance, aussi je remercie le personnel administratif dont j'ai apprécié déjà la ponctualité, l'obligeance et la vigilance.

Mes chers Confrères,

Être membre d'une Compagnie telle que la nôtre crée non seulement des droits, mais aussi des devoirs. S'il est quelques personnalités pour lesquelles nous comprenons qu'elles soient empêchées, par leurs très hautes fonctions ou pour des raisons de santé, d'assister souvent à nos réunions, il en est d'autres dont l'absence se justifie beaucoup plus malaisément.

Pourtant, ce n'est point à vous qu'il convient de rappeler l'importance des problèmes qui se posent actuellement et dont nous ne pouvons nous désintéresser, puisque, dans notre Agriculture, les structures traditionnelles elles-mêmes, que l'on pouvait croire si solides, paraissent sujettes à de profonds changements.

Je me permets d'émettre, dès aujourd'hui, le vœu que les membres de l'Académie se fassent une obligation d'assister à nos séances, aussi souvent que cela leur sera possible, qu'ils nous fassent connaître leurs travaux, ou nous apportent, en prenant part aux discussions, le fruit de leur expérience.

Espérant que cet appel à une collaboration très confraternelle aura un écho favorable, je veux vous adresser à tous, en ce début d'année, mes vœux de bonheur les plus sincères pour vous-mêmes et vos familles, et je déclare ouverte l'année académique 1960.

RÉFLEXIONS SUR LE COLLOQUE ABIDJAN-DAKAR

I. — Le Colloque

M. P. Vayssière. — Du 14 au 20 décembre 1959 s'est tenu, à Dakar puis à Abidjan, un colloque consacré au rôle que doit jouer la recherche scientifique et technique dans le développement économique et social des pays africains. Il avait été organisé par l'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique, avec le concours des Instituts et Offices spécialisés, ainsi que des Universités de Paris et de Dakar. Le Secrétaire général, M. Crémieux-Brilhac, et ses collaborateurs se sont dépensés sans souci de leur peine pour que les participants bénéficient au maximum de leur séjour en terre africaine et de l'ensemble des travaux du colloque.

Le but poursuivi était de provoquer une vaste confrontation à laquelle participeraient des hommes de formation et de vocation différentes : personnalités venues de France et des territoires des anciennes A.O.F. et A.E.F., de Madagascar, du Togo, du Cameroun, responsables politiques et grands administrateurs, chercheurs et enseignants, dirigeants agricoles et industriels, syndicalistes et étudiants.

Plus de 250 participants représentèrent ces diverses branches de l'activité humaine orientée vers le développement économique des régions tropicales. Parmi les nombreuses personnalités scientifiques qui suivirent les débats, il me sera permis de ne citer que nos Confrères présents : MM. A. Aubreville, C. Bressou, R. Heim, R. Trintignac.

L'exécution de l'ordre du jour du colloque se trouvait répartie entre cinq Commissions plus ou moins spécialisées dans les rapports entre :

d'une part, la recherche scientifique;

d'autre part, l'élaboration des ressources animales et végétales, le développement industriel de l'Afrique, le développement africain du point de vue médical, les problèmes humains et les enseignements scientifiques et techniques, et, enfin, l'organisation de la recherche dans la Communauté.

Comme nos Confrères, je me suis particulièrement intéressé aux travaux de la I^re^ Commission (Ressources animales et végétales) et, surtout, à ceux de la V^e^ Commission B (Organisation de la recherche).

Les questions agronomiques donnèrent matière à une vingtaine de rapports qui provoquèrent d'intéressants échanges de vues, tant sur la flore (Aubréville) et les végétaux cultivés, sur l'élevage (Bressou), sur l'appauvrissement des sols (Aubert) que sur les recherches agronomiques en Afrique et à Madagascar et sur la nécessité de créer des laboratoires centraux. A l'issue de ces exposés, M. Trintignac, en qualité de Rapporteur général, fit adopter dix vœux dont il nous faut souhaiter la réalisation.

L'organisation de la recherche fut l'objet de nombreux exposés, écrits et oraux, et de discussions qui furent particulièrement bien conduites par le président, Secrétaire d'État à l'Agriculture de Côte d'Ivoire, M. Donwahi, dont la maîtrise et la sérénité ont été fort remarquées.

Il n'est pas possible d'analyser les multiples rapports présentés, ni même de les citer tous; je soulignerai seulement le remarquable document soumis par M. Ratsimamanga sur le point de vue malgache et les interventions de nos Confrères Aubréville, Bressou et Heim ainsi que celles de MM. Grassé, P.-M. Henry, Mathis et Portères.

Le rapport définitif fut rédigé par M. Masselot, inspecteur général d'Outre-mer, et résuma parfaitement les diverses opinions émises afin que la Recherche scientifique soit rentable, avec le minimum de dépenses, pour les états de la Communauté.

II. — Activités annexes

En marge du Colloque, des visites instructives avaient été prévues : pendant le séjour à Dakar les participants — surtout ceux qui abordaient pour la première fois le continent africain — ont pu constater les résultats probants d'une collaboration scientifique établie au cours de nombreuses années et qui s'est épanouie depuis la fin de la dernière guerre : les centres médico-sociaux de Dakar et de la presqu'île du Cap vert, le laboratoire central de l'élevage « Georges Curasson » de Dakar-Hann, le lycée technique « Maurice Delafosse », le Service de Géologie et de Prospection minière, le centre de Recherches agronomiques de M'Bambey, le centre rural de protection familiale de Khombolé, le centre de Géophysique de M'Boa.

Personnellement, j'ai pu me rendre à Fatik pour y voir en actions la remarquable — unique, je crois, en Afrique noire — organisation de la lutte antiacridienne de la Fédération du Mali, essentiellement par voie aérienne. Le G.A.L.A. (Groupe aérien de la lutte antiacridienne) a traité, en 1959, plus de 700.000 hectares et, grâce à sa technique, a abaissé le prix de revient par hectare à 141 000 francs, tous frais et amortissement compris. Un chiffre aussi bas ne peut être atteint pour les traitements terrestres par les moyens ordinaires.

En Côte d'Ivoire, les Instituts de Recherches spécialisés ont fait apprécier certaines de leurs réalisations, à proximité d'Abidjan :

1° l'Institut français du café, cacao et autres plantes stimulantes (I.F.C.C.) à Bingerville où, en deux ans, fut installé un grand Centre de Recherches, fort bien outillé, dans les locaux occupés précédemment par la Station agronomique des Services de l'Agriculture du territoire;

2° l'Institut de Recherches pour les huiles de palme et les oléagineux (I.R.H.O.) à La Mé et à Dabou où il nous a été loisible de constater, en particulier, les résultats remarquables obtenus par la collaboration entre ses propres plantations et celles du Congo belge et de Malaisie pour la sélection du Palmier à huile;

3° l'Institut de Recherches sur le Caoutchouc en Afrique (I.R.C.A.) à Bimbresso, où les essais expérimentaux sont prévus sur environ 225 hectares mis en plantations depuis 1957, par tranches de 25 hectares jusqu'en 1964. A côté de ces essais, il existe actuellement en Côte d'Ivoire, 6 250 hectares d'Hévéas, en cultures industrielles, plantés par deux sociétés dont la Compagnie générale africaine (C.G.A.) qui a aménagé environ 400 hectares à La Tanœ, sur une ancienne palmeraie naturelle ; nous avons pu visiter cette plantation avant de nous rendre à La Mé;

4° l'Institut français de Recherches fruitières Outre-mer (I.F.A.C.). à Languededou où, avec une réussite parfaite, des plantations d'ananas ont été récemment installées, tant par l'Institut que par des groupes de villages avec l'appui de sociétés financières. Les frais de toutes sortes ont été calculés afin de pouvoir vendre, à Paris, le kilo d'ananas de 140 à 150 francs (1,40 à 1,50 NF).

Toutes ces visites furent riches d'intérêt et elles ont mis l'accent sur les résultats positifs qui ont pu être acquis grâce à la souplesse de fonctionnement des Instituts spécialisés, souplesse rendue possible par une autonomie relative.

Enfin, à Adiopodoumé, nous avons été reçus par l'O.R.S.T.O.M. Des installations confortables y sont mises à la disposition des travailleurs permanents ou de passage et à celle de stagiaires qui, suivant leur origine (métropolitaine ou régionale), prennent ainsi contact soit avec les régions tropicales, soit avec le milieu des laboratoires.

III. — Réflexions provoquées par les travaux de la Ve Commission B

L'essentiel des débats porta sur le dénombrement et la qualification des établissements ou organismes scientifiques susceptibles, par leur destination initiale, d'apporter aux États de la Communauté, tout ce que ceux-ci sont en droit d'attendre de leur concours.

L'O.R.S.T.O.M. fut, à lui seul, l'objet de longs échanges de vues. Divers orateurs, dont nos Confrères Aubréville et R. Heim, ont insisté sur ce qui, actuellement, caractérise cet organisme : d'une part, il se considère comme le seul établissement qualifié pour utiliser, avec ses laboratoires et son personnel, l'ensemble de fonds destinés aux recherches scientifiques dans les régions tropicales; d'autre part, il compte pour mener à bien ces recherches, sur la collaboration de spécialistes appartenant à d'autres établissements scientifiques, publics ou privés, sans contre-partie pour ces derniers.

Le Directeur de l'O.R.S.T.O.M. s'efforça de justifier ce dernier en insistant sur les travaux, incontestablement très appréciés, de trois services : pédologie, océanographie et hydrobiologie.

Il m'a paru alors nécessaire de faire un bref historique de la création de l'Office national de la Recherche scientifique coloniale à laquelle j'ai contribué, avec mon Collègue, M. Budker, par la rédaction des premiers statuts, à la demande du Commandant Chaix, alors chef adjoint du Cabinet du Ministre des Colonies, statuts qui furent soumis à l'approbation du Secrétaire d'État aux Colonies par une Commission créée à cet effet en juin 1942. A l'époque, nous souhaitions, pour les territoires d'Outre-mer, la constitution d'un organisme, comparable au Centre national de la Recherche scientifique, apportant son concours financier aux recherches ayant un intérêt pour les pays où l'influence française était prépondérante. Nous considérions que ces travaux pouvaient être poursuivis tant dans les régions tropicales que dans des laboratoires métropolitains spécialisés, soit par des établissements ou laboratoires qualifiés, soit par des chercheurs chargés de mission. Mais, très rapidement, l'Office national de la Recherche scientifique coloniale, devenu Office de la Recherche scientifique coloniale, puis Office de la Recherche scientifique d'Outre-mer, et enfin, Office de la Recherche scientifique et technique d'Outre-mer, a pris une orientation très différente de celle que nous avions primitivement envisagée.

Il semble que quelques principes qui ont présidé à cette profonde modification des attributions premières entraînèrent de fâcheuses conséquences. Ce fut, d'abord, la création d'un enseignement de la recherche pour diverses spécialités : cet enseignement fut, et est encore, à mon avis, très onéreux et, pour certaines disciplines s'est révélé sans aucun intérêt : la recherche s'apprend au laboratoire et non dans les amphithéâtres, surtout lorsqu'il s'agit d'instruire seulement trois ou quatre travailleurs.

Automatiquement, cet enseignement entraîna une autre création : celle d'un cadre d'agents scientifiques et techniques, plus ou moins permanents, cadre accompagné, évidemment, de services administratifs indispensables. En conséquence, le budget mis à la disposition de l'O.R.S.T.O.M. est devenu très rapidement insuffisant et, de ce fait, pas la moindre somme ne put plus être mise, ultérieurement, à la disposition des organismes ou des chercheurs qui, antérieurement à sa naissance, pouvaient poursuivre leurs recherches grâce à des subventions prélevées sur les versements effectués par les territoires d'Outre-mer. Il faut toutefois reconnaître que quelques techniciens attribués à certains établissements dès la première année de fonctionnement de l'Office de la Recherche scientifique coloniale, et qui ont toujours montré un dévouement à toute épreuve, ont été maintenus en place; il n'en reste pas moins que les moyens matériels ont toujours été refusés pour toutes missions

ou travaux à effectuer en particulier dans les régions tropicales. Je sais bien que l'O.R.S.T.O.M. offre l'hospitalité dans ses laboratoires d'Outre-mer, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit : très souvent des naturalistes doivent se rendre dans des contrées où n'existe aucun laboratoire permanent et il leur faut se déplacer, récolter du matériel d'étude, l'expédier, etc., et, pour ce faire, ils ont besoin de moyens financiers, souvent importants, et ce sont ces moyens qui leur sont refusés.

Si donc, on veut que la France maintienne, au sein de la Communauté, les territoires d'Outre-mer qui ont pu apprécier la valeur scientifique et technique de ses spécialistes, il faut reprendre le problème de l'organisation des recherches dès son point de départ et faire en sorte de le mener à son terme, pour la satisfaction de tous et sans permettre de nouvelles déviations (1).

Ceci fut implicitement énoncé dans le remarquable compte rendu des débats de la V[e] Commission B, rédigé par le Rapporteur général M. Masselot. Toutefois, il m'a paru indispensable de compléter ce document par un vœu, présenté en mon nom personnel, qui me parut être la conclusion normale, et impartiale, des discussions auxquelles j'avais assisté pendant cinq jours. Dans son ensemble, il me semblait donner pleine satisfaction aux aspirations normales des États de la Communauté tout en respectant leur indépendance. En voici le texte intégral :

La V[e] Commission B

après avoir entendu les différents exposés sur l'organisation de la Recherche dans les régions tropicales et les échanges de vues qu'ils ont provoqués,

Considérant :

a) la nécessité de donner satisfaction, rapidement et efficacement, aux justes aspirations des États de la Communauté,

b) le rôle important joué, depuis plusieurs siècles, dans l'inventaire, la recherche, la vulgarisation, par divers grands établissements scientifiques de la Métropole,

Émet le vœu :

1° que la Recherche scientifique ne soit pas, financièrement, le privilège d'un seul Organisme;

2° que la liberté la plus large soit laissée aux Services, officiels et privés, des États de la Communauté de faire appel, directement, aux Établissements scientifiques qu'ils considèrent comme les plus aptes à leur rendre les services qu'ils en attendent;

3° que des moyens financiers importants soient mis à la disposition des Établissements qualifiés, sous le contrôle d'un Organisme supérieur répartissant son autorité entre des Commissions permanentes responsables, composées d'un petit nombre de spécialistes;

4° que ces Commissions puissent, le cas échéant, donner un avis motivé sur l'opportunité ou l'urgence des recherches à entreprendre, sur le plan de la Communauté, étant entendu que chaque État conserve toute liberté d'initiatives qu'il peut juger utiles;

(1) Un autre organisme, dont l'activité intéresse au premier chef les régions tropicales, a également dévié de sa destination originelle, c'est l'Office national antiacridien, créé en 1944 à Alger, pour remplacer le Comité d'Étude de la Biologie des Acridiens. Il devait conserver toutes les attributions de ce dernier, en y ajoutant la coordination de la lutte contre les Sauterelles. Mais, dès le départ, il ne fut plus question, pour le nouvel organisme, de se consacrer, même partiellement, aux recherches sur les Acridiens, le Criquet pèlerin (*Schistocerca gregaria*) en particulier, bien que les travaux effectués jusqu'alors en Mauritanie par DE LÉPINEY, MURAT, ZOLOTARENSKY, etc., aient une valeur non seulement scientifique mais économique, aussi importante qu'incontestable.

5° que le principe du Laboratoire central, jugé indispensable par les Instituts spécialisés, soit développé pour toutes les disciplines ayant quelque importance pour la mise en valeur des régions tropicales.

Ce texte fut adopté tout d'abord par les délégués de la République malgache, par le Directeur du Muséum national d'Histoire naturelle au nom de cet Établissement, puis par diverses personnalités présentes, dont le Professeur Grassé. Il fut alors considéré comme adopté par l'ensemble de la V^e^ Commission B et le rapporteur général a bien voulu, en l'absence de tout autre vœu, l'incorporer à son compte rendu.

Au cours de la dernière séance plénière du Colloque, M. Aujoulat s'est opposé à son adoption, bien qu'il n'en ait pas eu le texte à sa disposition. Par esprit de conciliation, j'ai retiré le vœu afin de permettre, à la dernière Assemblée générale du Colloque, la lecture d'une nouvelle rédaction, qui fut adoptée, et qu'il serait inopportun maintenant de discuter. Car, ne l'oublions pas, les organisateurs du Colloque, dans l'Avant-Propos diffusé sous le n° 1, le 14 décembre 1959, précisaient qu'ils le voulaient constructif, et qu'il soit un acte de foi : acte de foi dans la recherche scientifique, acte de foi dans la fraternité franco-africaine. Ce but ne saurait être atteint que si ceux qui ont foi, avant tout, en la France, et qui ont, depuis longtemps, par leurs actes, apporté une éclatante justification à ce qu'écrivait en 1908 le Cardinal Mercier « la colonisation est moins une occasion de bénéfices qu'une source de devoirs », poursuivent sans défaillance l'œuvre qu'ils ont entreprise.

En ce qui me concerne, je ne donnerai mon point de vue que pour ce que je crois bien connaître, c'est-à-dire l'entomologie agricole, la pathologie végétale et la protection des cultures contre leurs ennemis. Mes idées sur ces problèmes, tout aussi importants pour l'agriculture des régions tropicales que par exemple la pédologie ou la génétique, n'ont pas varié dans leurs principes depuis que je les exposais, pour la première fois, en 1931, lors du Congrès de la Lutte contre les Ennemis des Cultures. Je les ai reprises, de façon plus détaillée, en 1937, à l'occasion du Congrès de la Recherche scientifique dans les territoires d'Outre-Mer. Les seules modifications que j'ai pu y apporter ont pour origine leur adaptation obligatoire aux événements et aux institutions qui ont, elles-mêmes, subi des transformations. L'essentiel demeure inchangé : un seul Centre de formation, de coordination, de documentation, dans un grand Établissement scientifique qui, à l'heure actuelle, ne peut être que le Muséum national d'Histoire naturelle qui, ce faisant, reste dans la ligne de ses attributions originelles. Dans ce Centre, véritable pépinière de spécialistes, se rencontreront, quelle que soit leur origine de race ou de nation, les étudiants s'initiant à la recherche ou se préparant à partir pour les régions tropicales et les spécialistes qui, après un séjour Outre-Mer, viennent au laboratoire central mettre au point les observations qu'ils ont pu faire, classer le matériel qu'ils ont pu récolter ou se mettre au courant des techniques nouvelles qui ont pu être découvertes. C'est là que se retrouveront entomologistes, phytopathologistes et agents phytosanitaires ayant œuvré en Afrique, à Madagascar, ou ailleurs, en mission temporaire, détachés par un Institut de Recherches spécialisé (I.R.H.O., I.R.C.T., I.F.A.C., I.R.C.A., I.F.C.C., etc.), ou détachés des laboratoires de l'O.R.S.T.O.M., du Muséum, etc. De toute évidence, ces chercheurs devront également rester en étroite liaison avec les travailleurs des autres disciplines dont la collaboration est indispensable pour résoudre les problèmes posés par le développement économique d'une région : il est en effet aussi absurde que néfaste de laisser un spécialiste sans contact avec un organisme central auprès duquel il peut trouver détente et appui, que d'abandonner dans sa science fraîchement acquise un néophyte perdu parmi des spécialistes d'autres disciplines dont, pourtant, il devra se rapprocher s'il veut faire œuvre utile.

Une autre question a été fortement discutée, ce qui prouve qu'elle a une réelle importance : c'est la mise au point, dans les régions tropicales, d'un travail susceptible d'être présenté comme thèse de doctorat. Personnellement, j'ai une opinion bien précise à ce sujet et je la fais connaître à tous les jeunes qui partent pour l'Outre-Mer (1). Ces chercheurs se rendent dans des pays neufs dans le but de leur apporter leur concours, celui de leur science pour l'amélioration de la production ou du mode de vie. Ils doivent donc, avant tout, avoir la ferme intention de remplir leur mission non pas seulement avec honnêteté, mais également avec enthousiasme. Cette mission, ils l'ont choisie et ils doivent s'imprégner d'une vérité essentielle : l'avenir du pays où ils sont appelés doit, pour eux, passer avant leur propre avenir scientifique. Que, le plus souvent, ces deux avenirs se confondent, c'est incontestable; mais je crois que, justement, pour que cela soit, le premier doit toujours avoir le pas sur le second.

Le sujet de thèse s'offrira au cours des activités et lorsqu'il aura été choisi, il sera facile, soit sur place soit après le retour au laboratoire central, de le dégager des multiples observations qui auront été nécessaires pour l'accomplissement de la mission assignée : il doit être une conséquence et non le but inavoué du séjour en régions tropicales.

M. Roger Heim. — Je crois qu'il est difficile d'ajouter quelque chose au rapport de M. Vayssière qui est très objectif.

Il vous a dit, sous une forme nuancée mais précise, qu'en vérité la réunion d'Abidjan-Dakar avait été surtout le procès de l'O.R.S.T.O.M.

Je pense que vous comprenez que je suis de ceux qui ont accepté cette confrontation dans l'intérêt de la recherche française et uniquement en m'inspirant de ce devoir. Il est exact que les points essentiels sur lesquels ont porté nos échanges de vues s'inspiraient, d'une part de la nécessité d'établir une coordination entre tous les organismes qui sont attachés aux mêmes problèmes, coordination qui n'existe pas, et de remplacer un établissement monolithique par le concours de tous ceux, au premier rang desquels se trouvent les établissements permanents, qui tirent leur action et leur raison de la puissance de leur passé et de leurs réalisations constantes.

J'ai regretté que, dans les discussions et dans les vœux qui ont été formulés, mention n'ait pas été faite de l'I.N.R.A. Je déplore pour ma part que l'on n'ait pas parlé des efforts réalisés, dans ces dernières années, par cet organisme qui a pu être critiqué autrefois, mais qui, dans ces récentes années, aussi bien par son efficacité que dans son organisation, a fait preuve d'heureuses transformations et de progrès indiscutables qui permettent de rendre un hommage aux réalisations ainsi faites. J'aurais désiré, pour ma part, que, dans ces réunions, on ait pensé à la collaboration éventuelle de ce grand établissement national.

En ce qui concerne les Instituts privés, par contre, un hommage très vibrant et très justifié a été rendu au cours du Colloque.

A la suite de l'intervention de M. Vayssière, l'Académie d'Agriculture ne pourrait-elle pas prendre conscience de l'importance actuelle de ces problèmes et intervenir à son tour? Je dois dire qu'avec nos Confrères MM. Bressou et M. P.-P. Grassé, qui assistaient au Congrès, nous avons demandé à l'Académie des Sciences de se réunir en comité secret pour examiner le contenu des propositions qu'il serait peut-être bon d'adresser au gouvernement.

Évidemment, le Colloque de Dakar n'a pas été inutile, et nous savons que nos interventions ont arrêté les décrets concernant la nouvelle organisation de l'O.R.S.T.O.M. Ceux-ci ont été remis entièrement en question. Pour ma part, je m'en félicite, bien entendu. Je considère que c'est là l'un des aboutissements essentiels de nos échanges de vues.

Quand je dis O.R.S.T.O.M., entendons-nous. Je ne parle pas, évidem-

(1) Il s'agit évidemment de la recherche scientifique appliquée ou dirigée.

ment, de l'œuvre magnifique accomplie, notamment dans le domaine de la pédologie, pour laquelle je rends hommage à M. Aubert. L'O.R.S.T.O.M. a trouvé l'homme. Mais quand je lis un exposé de la direction de l'O.R.S.T.O.M. considérant que l'océanographie est un monopole de fait de cet organisme, je suis obligé de dire qu'il y a là une confusion. Il ne suffit pas de demander la collaboration des autres dans un ensemble, d'utiliser leur compétence et leur appui, de rendre ceux-ci indispensables, pour affirmer que le bailleur de fonds a le monopole de la réalisation.

J'en arrive à conclure, avec M. Paul Vayssière : ce que nous demandons, c'est que, à côté des grands organismes fondamentaux, que ce soit l'Université, le Muséum, le Collège de France, l'Institut Agronomique, l'I.N.R.A. et d'autres, il existe un organisme supérieur de distribution et que ce soit lui qui nous donne les possibilités de vivre dans la mesure qui correspond à notre pouvoir d'efficacité, les possibilités d'avoir des boursiers, de les envoyer Outre-Mer, exactement ce que fait le C.N.R.S. pour le domaine métropolitain.

J'en viens à la conclusion, c'est que ce Colloque d'Abidjan-Dakar a été marqué, indiscutablement, par le respect et la conviction que nous éprouvons devant la tâche accomplie par le Centre national de la Recherche scientifique qui nous paraît comme l'organisation exemplaire. Comme tout organisme, il a peut-être besoin d'être amélioré sur certains points, certes, mais il correspond à un mode de recrutement de ses cadres de direction, des commissions, de leurs présidences, qui s'inspire uniquement de la qualité des hommes. C'est entre nous que nous nous élisons; nous ne subissons aucune pression ni faveur politique.

Il semble que l'exemple fourni par la recherche scientifique, par le Centre national, doit être développé, et c'est bien dans ce sens que nous verrions, soit le Centre national de la Recherche scientifique englober les responsabilités de l'O.R.S.T.O.M., soit donner à l'O.R.S.T.O.M. une structure qui s'inspire entièrement de celle du Centre national de la Recherche scientifique. Entre les deux propositions que je me permets de rappeler ici, pour ma part mon opinion est faite. Mais qu'on prenne garde de ne pas conserver ou créer des administrations pour sauver des situations, si de telles dispositions ne doivent pas s'inspirer de l'intérêt général : celui du pays et de la science française.

Je pense que l'Académie d'Agriculture pourrait se pencher sur ces problèmes, car, finalement, la hiérarchie des urgences, en ce qui concerne la recherche en Afrique, n'est pas la même que chez nous. Il n'est pas douteux que, dans un pays comme la Côte d'Ivoire, c'est strictement l'agronomie qui est en tête, que la pédologie, dans l'ensemble de l'Afrique, concerne l'une des disciplines les plus importantes, dont les prolongements sont liés au développement mêmes de ce continent. C'est vers la Recherche appliquée que peut s'orienter l'attention des gouvernements des Républiques autonomes ou indépendantes. Nous devons les aider. A condition, bien entendu, qu'ils comprennent qu'ils ne sauraient garder la totale responsabilité des programmes et des choix dans ce domaine qui touche directement à l'économie.

Je suis de ceux qui croient, à la suite de cette nouvelle visite en Afrique, que le mot « communauté » a, pour les élites africaines, une résonance qui n'est pas tout à fait la nôtre. La Communauté, pour elles, c'est la Communauté par Paris, et non pas la Communauté entre elles, il faut bien le dire.

Si la Communauté subsiste, dans cette forme, c'est d'ici que les chargés de mission devront partir, et c'est à Paris, certainement, que les gouvernements des Républiques se renseigneront pour savoir qui pourra venir, dans quelles conditions, et pour quel programme.

Plus d'un représentant des Républiques nouvelles m'ont répété que leurs gouvernements entendaient établir directement des contrats avec les organismes métropolitains, sans passer par une administration générale,

du type de l'O.R.S.T.O.M., dont il ne reconnaissait ni les limites ni les responsabilités.

Si bien que, si l'on veut recoller les fragments d'un organisme pareillement discuté, il faut bien le dire, il convient de faire très attention, sinon nous allons vers des déboires parce que tout sera remis en cause dans six mois ou dans un an.

Peut-être une autre séance pourrait-elle être consacrée à un échange de vues sur les problèmes de cette nature, peut-être une commission pourrait-elle être nommée par l'Académie; elle examinerait un certain nombre de problèmes spéciaux d'ordre agronomique qui se posent en Afrique.

Il y a parmi nous, mes chers Confrères, suffisamment de personnalités très compétentes soit dans les questions d'Afrique du Nord, soit dans celles d'Afrique noire, pour le domaine agronomique au sens large, pour que nous puissions nous reposer sur elles en ce qui concerne l'établissement et la formulation de certains vœux, de certaines méthodes, peut-être pour ajouter, nous aussi, notre voix, notre conviction à celles des milieux politiques ou autres qui sont interrogés actuellement sur ce problème.

Par conséquent, ma conclusion, c'est que l'Académie a probablement le droit d'intervenir, je dirai même le devoir, elle aussi, dans les circonstances où nous nous trouvons actuellement, où un important Ministère, celui de l'Éducation nationale, se trouve sans Ministre, sans Directeur d'enseignement supérieur, c'est-à-dire dans des conditions véritablement inquiétantes vis-à-vis de l'avenir immédiat. Notre Compagnie est permanente, elle a son passé, ses compétences dans son sein; elle se doit de se pencher, elle aussi, vers ces problèmes. C'est dans ce sens que je me suis permis de faire cette trop longue intervention.

M. Bressou. — Mes confrères MM. Vayssière et Roger Heim me permettront, comme participant au Colloque de Dakar-Abidjan, de compléter leurs interventions sur un point particulier.

Ce Colloque sur la recherche scientifique et technique s'est terminé par une série de vœux dont un d'abord concerne l'accession des jeunes africains à la recherche scientifique. Nous sommes tous d'accord sur ce point.

Mais il y a eu d'autres vœux qui séparent la recherche fondamentale de la recherche appliquée et qui peuvent avoir de graves conséquences pour l'avenir.

La recherche fondamentale, dit un de ces vœux, doit être libre et relever de l'ensemble des États de la Communauté; la recherche appliquée, par contre, doit être organisée par État, car elle relève directement de l'autorité de chaque État en fonction des nécessités économiques et politiques de ces États.

Très sagement, un vœu complémentaire recommande la constitution d'une Commission générale chargée de coordonner la recherche fondamentale au sein de la Communauté et de Commissions consultatives par État en ce qui concerne la recherche appliquée.

Si ces vœux sont pris en considération nous devrions donc avoir une Commission centrale unique pour toute la Communauté et consacrée à l'étude des problèmes de science fondamentale et, dans chaque État, des Commissions s'occupant de la Recherche appliquée.

En ce qui concerne la recherche fondamentale, je partage l'avis de MM. Vayssière et Roger Heim quant à l'ouverture très large de l'Outre-Mer à toutes les disciplines et à tous les organismes de recherche et je désirerais qu'au nombre de ceux-ci ne fût pas oublié l'Institut d'Élevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux, sans doute le plus ancien, et qui depuis 30 ans a rendu tant de services.

Mais en ce qui concerne la recherche appliquée la situation me paraît particulière et grave. Je crains, en effet, que chaque État désormais indépendant n'ait tendance, en raison de son besoin naturel d'expansion,

à posséder son propre centre de recherche appliquée à qui les problèmes particuliers à chaque État, seront posés. Déjà, en ce qui concerne l'élevage, j'ai connaissance de demandes de deux États dont les problèmes étaient jusqu'ici étudiés par des laboratoires fédéraux. Les centres de ce genre vont donc se multiplier car je n'ai pas grande confiance dans l'efficacité modératrice des Commissions prévues pour chaque État.

Nous allons ainsi avoir à répondre à une demande de plus en plus grande de techniciens et de chercheurs qui auront à s'attaquer à des problèmes de science appliquée : je ne sais si dans tous les domaines nous serons en mesure de répondre aux demandes qui vont nous être adressées et nous courrons le risque, si nous ne sommes pas prêts, de voir ces pays, désormais entièrement libres, s'adresser ailleurs.

Je considère qu'il y a là un danger à prévoir et qu'en matière de recherche scientifique appliquée nous devons nous efforcer de former des chercheurs qualifiés pour ls pays tropicaux et spécialement en agronomie et en élevage.

Quelle que soit l'évolution politique de ces pays, je pense que les techniciens de l'agriculture et de l'élevage conserveront un rôle primordial parce que ces pays garderont pour longtemps encore une vocation essentiellement agricole. Sur le plan national on peut même concevoir qu'ils seront les meilleurs artisans de la continuité française.

Je me joins à la demande formulée par M. Roger Heim relative à la réunion d'une Commission qui préparerait un texte à soumettre à l'examen de l'Académie en séance plénière et souhaiterais que l'accent soit mis sur l'importance en ce moment primordiale qui s'attache à la formation des chercheurs et des techniciens de la science agronomique.

M. Aubert. — Je ne veux pas entrer aujourd'hui dans le vif du débat. Il y aurait beaucoup de questions à discuter en particulier en ce qui concerne celles qui ont été évoquées tout à l'heure. Sur leur forme même, peut-être certaines nuances pourraient-elles être apportées?

Je veux remercier nos Confrères MM. Vayssière et Roger Heim des paroles extrêmement aimables qu'ils ont dites à mon égard. Je ne nie absolument pas mon appartenance à la Recherche agronomique; tout en étant venu à l'O.R.S.T.O.M., je reste très attaché à la Recherche agronomique métropolitaine.

L'O.R.S.T.O.M., sous la forme qu'il a eue jusqu'à présent, malgré tous les défauts qu'il présente, et il en présente de graves, je le reconnais volontiers, m'a quand même donné la possibilité de former toute une équipe de jeunes chercheurs et de faire avec eux quelque chose qui a été et reste, je crois, utile.

Je désire surtout insister sur l'observation qui vient d'être faite par M. le Directeur Bressou. Il y a là en effet quelque chose de grave, quelle que soit l'idée qu'on peut avoir sur la réorganisation possible de la Recherche Outre-Mer.

Il me paraît grave en effet que l'on ait séparé la recherche fondamentale de la recherche appliquée. Celle-ci, en effet, a été immédiatement prise en charge par les territoires. Les centres de recherche agronomique ont été déjà nationalisés en Côte d'Ivoire, ils le sont pratiquement à Madagascar. Ils vont l'être, dans quelques mois, au Sénégal. On est en train de préparer leur nationalisation aussi dans la République Centre africaine, et probablement dans d'autres pays. Il y a donc là un problème extrêmement grave.

Si l'Académie peut se pencher et donner son opinion sur l'ensemble du problème, je suis parfaitement d'accord pour participer aux travaux de la Commission envisagée.

M. E. André. — Je voudrais ajouter un mot concernant la recherche des territoires d'Outre-Mer telle qu'elle a existé dans le passé, à l'époque dite colonialiste, il faut bien l'appeler par son ancien nom.

J'ai fréquenté jadis le Muséum d'Histoire Naturelle et j'ai la conviction que c'était le chef-lieu, si je peux dire, des recherches d'Outre-Mer. Il avait été fait au Muséum une flore d'Indochine. Le Pr Gruvel avait organisé un service concernant l'étude des pêches d'Outre-Mer. Le Pr Monod qui lui a succédé est une personnalité éminente dans la recherche coloniale.

De telle sorte qu'en prenant l'initiative des propositions qui sont faites aujourd'hui, le Muséum n'a fait que consacrer une situation de fait; il a toujours été, depuis longtemps, le chef-lieu de la recherche, mettons spéculative.

Mais M. le Pr Roger Heim, très modestement, a oublié de nous parler de cela. J'ai voulu réparer cet oubli en signalant toutce que le Muséum avait déjà fait pour la recherche dans les territoires d'Outre-Mer. Je serais assez d'avis qu'un inventaire des travaux antérieurs faits à ce jour dans le domaine en question, soit dressé de manière à mettre en évidence ce qui doit être retenu pour établir les directives nécessaires.

NOTE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION APPLICABLE A LA VIGNE ET AU VIN

M. Garnier. — Chaque année, à l'époque où notre Académie passe en revue l'état des différentes productions agricoles, nous avons eu l'occasion de constater la complexité des problèmes relatifs à la vigne et au vin ainsi que l'abondance des textes législatifs et réglementaires qui tendent à résoudre les problèmes vitivinicoles.

D'autre part, pour bien comprendre la portée de ces textes successifs, il convient de connaître les profondes modifications de l'économie de la vigne et du vin depuis plus d'un demi-siècle et les motifs qui ont amené les groupements professionnels et les pouvoirs publics à suggérer ou à prendre des mesures concernant la production viticole et le commerce des vins.

Telles sont les raisons de la publication, par les soins de l'Assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture, d'un fascicule spécial intitulé : « Évolution de la législation et de la réglementation applicables à la vigne et au vin. »

Cette brochure d'une vingtaine de pages débute par l'évocation de la période « héroïque » de l'organisation syndicale des vignerons, c'est-à-dire, la révolte de 1907 qui aboutit à la constitution de la C.G.V. sur laquelle les viticulteurs de toutes les autres régions, Champagne en tête, prirent exemple. Il convient de rappeler que la première revendication, assurément fort sympathique, des vignerons fut la lutte contre la fraude. Puis, c'est le statut viticole d'entre les deux guerres, conçu par Barthe, Capus, Le Roy, statut dont le caractère à la fois économique et social a été plusieurs fois analysé ici. Ce sont ensuite les tergiversations de la politique vitivinicole après la libération. Puis, une nouvelle orientation, la recherche d'une amélioration de la qualité et d'une diminution des quantités de vin mises sur le marché : politique définie par le décret du 30 septembre 1953 que l'I.V.C.C. présidée par notre éminent Confrère M. Maspétiol s'est efforcé de mettre au point et d'appliquer. Enfin, les décrets du 16 Mai 1959 dont il est actuellement difficile de mesurer les conséquences, ont encore apporté des modifications profondes et sous certains aspects, peut être regrettables, à la politique suivie précédemment. On ne peut encore assurer que les derniers textes parus contribueront à stabiliser les cours des vins et à sauvegarder les vignobles producteurs de vins de consommation courante dont l'existence est justifiée.

On trouvera aussi dans ce fascicule une bibliographie sommaire

et des indications pratiques sur les grands organismes qui s'intéressent à la vigne et au vin : Office International du Vin, Instituts nationaux des appellations d'origine et des vins de consommation courante, Institut technique du Vin, Organisations professionnelles viticoles, sans que soient omises les administrations publiques compétentes.

Cette documentation ainsi rassemblée sous une forme concise et pratique qui ne se trouvait nulle part à ma connaissance, devra rendre de grands services.

Je me permets de souligner, à cette occasion, le grand intérêt que présentent la *Revue des Chambres d'Agriculture* et ses fascicules spéciaux. Les publications de l'A.P.P.C.A. ont une exceptionnelle variété. Tout récemment, au cours d'un mois, des fascicules spéciaux ont été consacrés à la Cour des Comptes, aux cumuls et réunions d'exploitations agricoles, à la législation française sur le vin, aux transports et communications, aux problèmes de la distribution, à la radiodiffusion et à la télévision.

Sous la direction active et éclairée de M. Prault et de M. Houillier, les Chambres d'Agriculture ont le mérite d'offrir ainsi une documentation de premier ordre, consciencieusement mise au point, à tous ceux qui s'intéressent ou devraient s'intéresser aux problèmes de l'agriculture et notamment aux responsables de l'orientation de notre économie nationale.

Présentation d'ouvrage :

VIGNES EN ROUSSILLON

par **Joseph Vidal**

M. Garnier. — On a souvent dit que les viticulteurs avaient trop tendance à demander à la puissance publique et à la collectivité nationale l'amélioration de leur sort et de la rentabilité de leur activité.

S'il y a une part de vérité dans cette opinion — qui ne doit pas seulement s'appliquer aux vignerons — il ne faut pas méconnaître les efforts poursuivis par la profession elle-même pour perfectionner ses techniques et la qualité de ses produits. Les ouvrages qui sont mis à la disposition des viticulteurs pour développer leurs connaissances sont peu nombreux. Il est désirable que leur nombre s'accroisse et surtout qu'ils s'appliquent à des régions bien déterminées dont les caractères sont — comme chacun sait — très dissemblables.

Il nous est très agréable de signaler, dans cet ordre d'idées, la publication d'un livre consacré à la viticulture en Roussillon, par M. Joseph Vidal, ingénieur en chef des services agricoles et professeur de viticulture honoraire. Région fort attachante par la beauté de ses paysages, par les mérites exceptionnels des paysans qui cultivent avec amour ses admirables vignobles en terrasses, par les qualités originales de ses productions vinicoles, le Roussillon justifiait bien cette étude consciencieuse d'un auteur particulièrement qualifié. M. Joseph Vidal a d'abord évoqué les origines et l'évolution du vignoble catalan, puis il a étudié le milieu, situation, climat, sol — et la démographie. Il a analysé les conditions culturales (porte-greffes, cépages, plantations, exploitation). Il a indiqué les caractères des vins obtenus, ainsi que des raisins de table et des raisins de séchage. Un important chapitre est consacré à la représentation syndicale, à la coopération, à la mutualité, à l'interprofession. On ne saurait trop souligner les résultats obtenus en Roussillon dans le domaine professionnel et interprofessionnel, grâce aux efforts remarquables poursuivis par une pléïade d'hommes au premier rang desquels il convient

de citer M. Henry Vidal, président du Syndicat des Vignerons et de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées orientales. On retrouve cet animateur intelligent et perspicace à l'origine des plus heureuses initiatives qui ont été prises en Roussillon. La tâche était au moins aussi ardue et délicate qu'ailleurs. Le tempérament catalan semble plus porté aux enthousiasmes généreux qu'à une persévérante discipline. Et pourtant, dans le domaine de la vigne et du vin, des efforts tenaces ont abouti à la constitution d'organisations syndicales et coopératives durables d'une grande efficacité. Le régime des vins doux naturels a permis d'obtenir des produits d'une qualité rare. La vulgarisation et l'expérimentation n'ont pas été négligées.

L'ouvrage : « Vignes en Roussillon » de M. Joseph Vidal permet de se faire une opinion exacte, précise, sur la viticulture et les vins roussillonnais. Il sera un excellent instrument de travail, d'étude et de progrès, au service des vignerons catalans.

Présentation d'ouvrage :

ÉTUDES DE GÉOGRAPHIE RURALE (1)

M. Ulrich. — C'est avec un grand retard dont je vous prie de bien vouloir m'excuser que je vous présente ces études de géographie issues de l'École normale supérieure de Saint-Cloud que j'ai l'honneur de diriger.

Bien que les faits géographiques soient éminemment complexes, ainsi que le rappelle le Pr Max Sorre dans la préface qu'il a eu la bonté d'écrire pour ce petit ouvrage, les jeunes géographes de l'École de Saint-Cloud, encadrés par leurs maîtres et quelques-uns de leurs Anciens devenus professeurs, n'ont pas craint d'aborder l'étude d'une série de problèmes de géographie rurale. Dirigé par le Pr P. George de la Sorbonne, ce colloque, très vivant, comportait essentiellement la présentation d'une série de rapports : quatre relatifs à la propriété foncière, cinq à divers types d'organisation de l'exploitation rurale, une étude du Pr A. Blanc sur la Yougoslavie, une autre du Pr Brunet sur la cartographie des paysages ruraux et des structures agraires.

Une étude de la propriété foncière à Chartres au XVIIIe siècle ouvre la série des mémoires (M. Vovelle); ce travail original montre particulièrement « l'étroitesse des liens qui unissent la recherche historique et la recherche géographique, tout particulièrement dans ce domaine de l'étude des sociétés et de l'économie rurale » (P. George). En effet, : « On ne peut pas comprendre le présent sans faire appel à des considérations génétiques, en d'autres termes sans faire appel à l'histoire... » (M. Sorre). A la fin de l'Ancien Régime, toute l'existence de Chartres dépend de ses liens avec le milieu rural. Ces liens sont analysés, la propriété foncière bourgeoise est décrite avec détail, l'influence de la bourgeoisie urbaine étudiée sous divers aspects (influence sur la propriété, sur l'exploitation, sur la technique agricole), enfin l'évolution des rapports entre la ville et la campagne esquissée jusqu'au début de la Restauration. L'importance de la ruine de la puissance foncière du clergé au profit de la bourgeoisie est particulièrement mise en lumière.

M. Coquery présente ensuite une étude sur « la structure de la pro-

(1) Compte rendu d'un Colloque tenu à l'École normale supérieure de Saint-Cloud, sous la direction de M. Pierre George.

(2) Publication de la Société amicale des Anciens Élèves de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, mai 1959.

priété foncière dans la plaine de France et son évolution ». Le plateau de France, situé immédiatement au Nord de Paris, est caractérisé quant à sa structure foncière par la coexistence de très anciennes dynasties terriennes et de propriétaires plus récents d'origines diverses. La propriété noble a peu varié au cours des siècles; quelques familles anciennes conservent encore de grands domaines. La propriété bourgeoise, très diffuse, est entre les mains de commerçants locaux, de retraités qui louent à des cultivateurs. Une catégorie nouvelle de propriétaires est apparue après la guerre de 1914-18, celle d'industriels qui ont investi en terres une partie de leurs capitaux. Un autre fait frappant de l'évolution de la propriété foncière dans ce pays est l'accroissement régulier et important du nombre des agriculteurs propriétaires. Les aspects financiers et juridiques de la propriété foncière sont abordés dans ce mémoire sur lequel il m'est impossible de m'étendre plus longuement.

C'est sur le Marquenterre que M. Monteux fait porter son effort de documentation. Dans cette région, l'aristocratie de l'Ancien Régime a été partiellement dépossédée, au profit des paysans et de bourgeois d'Abbeville, d'Amiens et de Paris. Puis, après la première guerre mondiale, une nouvelle catégorie de propriétaires fonciers est apparue, celle d'industriels du Nord et de Paris; ces propriétés continuent encore à se développer rapidement. En même temps, les propriétés paysannes augmentaient peu à peu.

Une très vivante comparaison entre le Pays de Caux et le Pays d'Ouche est ensuite présentée par M. Frémont, professeur. A l'opposé du Pays d'Ouche, dominé par une économie assez médiocre, le Pays de Caux est une région riche. Trois phénomènes sont pourtant communs aux deux pays : la dépopulation des campagnes, la concentration des exploitations, enfin l'existence dans tous les villages d'une classe nombreuse qui ne vit que très secondairement du travail de la terre. Ces trois phénomènes, très liés, sont étudiés avec soin en connexion avec quelques autres : isolement par rapport aux grandes voies de communication, rareté de la main-d'œuvre agricole, etc.

Autrefois, les ferronniers du Pays d'Ouche et les artisans textiles du Pays de Caux apportaient aux fermiers un précieux appoint de main-d'œuvre à certaines saisons de l'année. Cet équilibre a disparu en même temps que l'artisanat; les ferronniers et les tisserands émigrèrent ou se rendirent dans les usines de la région, privant l'agriculture de leur appui.

A l'émigration des artisans a succédé, au Pays d'Ouche, une notable immigration de cultivateurs étrangers et français; par contre le Pays de Caux a conservé une population de souche locale. Les facteurs de la rentabilité à notre époque sont ensuite étudiés : produits récoltés, valeur des sols, main-d'œuvre, techniques, dispersion des champs. Cette étude extrêmement intéressante fait ressortir l'opposition qui existe entre ces deux pays normands, l'un dont la démographie a été complètement bouleversée (le Pays d'Ouche), l'autre dont l'économie repose encore sur les mêmes bases qu'au XIXe siècle.

L'inégale concentration de la propriété et de l'exploitation dans le Hurepoix est le sujet de M. Guérémy. La grande propriété (entre les mains de familles nobles et de propriétaires parisiens) et la petite, les exploitations, leurs rapports, sont soigneusement étudiés avec l'aide de cartes montrant la répartition, la structure et les dimensions des propriétés.

Vient ensuite une étude de M. Cécotti sur les caractères et problèmes des exploitations rurales dans une plaine bas-dauphinoise : la Bièvre. Là, les parcelles sont morcelées et extrêmement dispersées, assez souvent exploitées d'une façon peu rationnelle (mauvais entretien des prairies, mécanisation mal adaptée). L'opposition entre les parties est et ouest du pays est étudiée, particulièrement en ce qui concerne les relations entre l'activité industrielle et l'activité agricole.

M. Morand nous conduit ensuite en Haute-Savoie où il a étudié la

petite exploitation agricole face au développement du machinisme; selon lui l'avenir de la rentabilité de cette mécanisation reste très aléatoire.

Puis, quelques pages sont consacrées par M. Tanguy à la survie de la petite exploitation rurale dans le cadre de quelques communes littorales du Léon. Cette petite exploitation est remarquable par le caractère intensif de la production : « parfois, le soir même, un champ qui portait du blé le matin, est déjà repiqué en choux-fleurs » (Dumont). Cependant, M. Tanguy montre que ces exploitations ne fournissent pas le revenu minimum nécessaire à la subsistance d'une famille moyenne. Le petit exploitant doit, en plus, se faire « emballeur » ou marchand d'oignons en Grande-Bretagne. La mécanisation est impossible du fait de la petitesse des exploitations. Il se pose pour ces producteurs un problème difficile et dont la solution est cependant urgente.

Évolution quantitative et évolution sociale de la main-d'œuvre dans le Marquenterre, tel est le thème traité par M. Monteux. Ici la main-d'œuvre est abondante et le travail assuré. Le dépeuplement rural est faible.

Le Pr Blanc fait ensuite un très bel exposé sur la propriété en Yougoslavie. Les formes féodales et seigneuriales de la propriété et de l'exploitation ont subsisté dans ce pays jusqu'à une date récente. Avant les réformes agraires, l'évolution des pays du Centre et du Sud-Est a été très différente de celle du Nord et de l'Ouest. Dans les régions islamisées, on peut distinguer plusieurs domaines caractérisés par la prépondérance d'un type de propriété : le domaine des communautés familiales, dans les montagnes, où la propriété de la terre et du troupeau est collective. Les grands domaines de l'aristocratie turque contrastent par leurs dimensions avec les propriétés généralement exiguës des communautés précédentes; enfin la Serbie est devenue au xxe siècle une région de très petites propriétés individuelles et familiales. Les régions du Nord-Ouest (Slovénie, Croatie, confins militaires autrichiens) ont connu l'abolition du régime féodal et il en est résulté un morcellement extrême de domaines déjà exigus. Dans le domaine adriatique enfin, les paysans cultivaient des champs minuscules appartenant à des bourgeois des ports et des villes.

Les deux réformes agraires survenues après les deux guerres mondiales ont apporté des modifications considérables au régime de la propriété. Les réformes devaient donner la pleine propriété des terres à ceux qui la cultivaient. La première réforme, vers 1919, prévoyait l'expropriation des grands domaines ou des domaines non exploités directement; des partages étaient prévus; en fait, de grands domaines sont restés indivis et l'exiguité des lots constitués dans certains cas freina l'amélioration des techniques agricoles. La seconde réforme, vers 1945, inspirée par le modèle soviétique, a été plus radicale : disparition totale des grands domaines privés et collectivisation d'une partie des terres. La confiscation des propriétés nobiliaires, ecclésiastiques et autres fut opérée sans indemnisation. Des coopératives de travail furent constituées. Des difficultés économiques sont apparues cependant par la suite et, en 1953, une nouvelle série de mesures furent prises : dissolution de coopératives, création d'un marché libre, octroi de crédits en faveur de la petite propriété, constitution d'un fonds de domaines nationaux, etc.

Actuellement, aux immenses domaines d'État et des coopératives remarquablement équipées et tendant à passer à l'avant-garde de l'agriculture, s'oppose la foule des petites propriétés fidèles à la polyculture.

Ainsi que l'écrit le Pr Blanc à la fin de cette très intéressante étude : « il est peu d'exemples en Europe d'une telle diversité dans l'espace et d'une telle mobilité dans le temps des régimes de propriété ».

L'ouvrage se termine par un très utile exposé de M. le Pr Brunet, strictement documentaire, sur l'état actuel des travaux de cartographie des paysages ruraux et des structures agraires.

Ce résumé suffira, je l'espère, à montrer la richesse de ce fascicule, en dépit de sa modeste apparence.

Présentation d'ouvrage :

LE SUCRE, LE NON-SUCRE ET L'ACIDE GLUTAMIQUE

par **M. Jean Vellard**

M. Dufrenoy. — La Betterave à sucre ne paraît plus jouir d'une grande faveur parmi les dirigeants officiels de l'Agriculture, en France.

Le monde, en effet, connaît, dans son ensemble, une pléthore de sucre (dont l'excédent, non consommé par l'homme, doit trouver des utilisations industrielles) tandis que se manifeste, parmi les populations d'immenses régions du globe, une carence en matière azotée.

La Betterave se place, parmi les plantes cultivées de nos pays, au premier rang comme source d'aliments énergétiques (produisant l'équivalent de 15 000 Thermies à l'hectare, contre 6 500 pour la Pomme de terre).

La Betterave se classe aussi au premier rang comme productrice de protéines (166 kg. /ha, contre une centaine pour la Pomme de terre) mais, pour l'industrie sucrière, ces protéines, non seulement se classent dans la catégorie « non sucre », mais, pis encore, dans la catégorie « azote nuisible ».

M. Jean Vellard s'est proposé de montrer que cet azote n'est pas si « nuisible ».

L'un des constituants importants de ces protéines est l'acide glutamique; au cours des diverses opérations d'extraction du sucre, une partie des protéines reste dans les cossettes soumises à diffusion; quant à la partie arrachée mécaniquement aux tissus, elle passe dans les jus de diffusion, mais elle est précipitée au cours de la défécation; c'est, dans le jus de diffusion, la forme d'azote la plus facile à éliminer.

En outre, l'acide glutamique existe (faible quantité) à l'état libre, et en plus grande abondance, sous forme de glutamine : la glutamine passe en majeure partie dans le jus de diffusion elle n'est pas éliminée par défécation et représente (avec la Bétaïne, l'Asparagine) la majeure partie de l'azote, dit « nuisible ». Ces formes d'azote se retrouvent dans les mélasses, ou, après fermentation, dans les vinasses de distillerie, dont la revalorisation dépend précisément de la teneur en glutamine.

Dans certaines régions, comme dans le Kern County, en Californie, les Betteraves sont cultivées sous un climat quasi désertique, sans risque de pluies durant les dernières périodes de végétation; il est dès lors facile de calculer les apports d'engrais azotés de façon à subvenir aux besoins de la plante en cours de croissance, mais en lui infligeant une « faim d'azote » pendant au moins 30 jours avant récolte. On réduit ainsi au minimum l'azote nuisible.

En France, sur sol fertile, et surtout en année pluvieuse, la plante trouve à sa disposition de l'azote jusque vers le moment de la récolte.

Une contribution particulièrement importante apportée par M. J. Vellard à la Biologie de la Betterave est fournie par une série de résultats de dosages, rendus accessibles sous forme de tableaux de chiffres et de graphiques, illustrant l'évolution des teneurs respectives de la Betterave en différents constituants, au cours du cycle de végétation.

Le Physiologiste s'intéressera surtout aux résultats exprimés « en grammes pour un sujet » (le sujet pouvant appartenir à l'une des « variétés» communément cultivées en grande culture, ou à diverses variétés cultivées à titre expérimental).

L'agriculteur et l'industriel s'intéresseront surtout aux résultats exprimés en kilogrammes par hectare dont nous donnons ci-dessous deux exemples :

Variété	Segmentée T	Polyploïde
Racines décolletées (t./ha)	42	42
Acide glutamique soluble (kg./ha)	85	52
Racines + Collets (t./ha)	57	50
Acide glutamique soluble (kg./ha)	156	76

Les plus hautes teneurs en acide glutamique récupérables correspondent, dans un cycle de végétation d'une variété donnée, dans des conditions de végétations déterminées, à une certaine époque de la récolte, époque qu'il importe de « prévoir ».

En vue de cette prévision, M. J. Vellard s'est attaché à mettre au point une technique de dosage de l'acide glutamique, permettant à un chimiste d'analyser, en trente heures, six « échantillons » de betterave, et par conséquent, moins de trois jours après prélèvement des racines dans le champ, d'informer l'agriculteur de l'époque probable à laquelles l'arrachage permettrait d'obtenir la valeur maxima du rapport « acide glutamique non sucre », sans sacrifier le tonnage en sucre par hectare.

Les résultats sur lesquels M. Vellard a pu édifier cette méthode de prévision ont été obtenus à partir de Betteraves cultivées dans les conditions habituelles.

Les recherches de M. Vellard n'ont pu être réalisées que grâce au bienveillant intérêt dont notre excellent ami et camarade, M. Costentin, a bien voulu faire bénéficier ces travaux.

La participation de M. Costentin aux opérations du Jury qui a décerné à M. Vellard le Diplôme d'Ingénieur D.P.E. marque d'ailleurs que les producteurs de Betteraves, comme les producteurs de sucre, acquièrent de plus en plus conscience de la valeur de l'azote dit nuisible.

La participation de notre éminent Confrère, le Pr P. Chouard, aux opérations de ce Jury, est aussi un témoignage de l'intérêt des recherches de M. Vellard en biologie végétale.

Ces recherches apparaissent très opportunes, au moment où un mémoire paru dans le dernier numéro de *Plant Physiology* confirme l'importance fondamentale, dans le métabolisme des plantes les plus diverses, du système enzymatique qui gouverne à la fois la synthèse de la glutamine (par exemple à partir de l'acide glutamique et de l'ammoniaque, ou de l'acide glutamique et de l'hydroxylamine) et le transfert du groupe amide de la glutamine: ce transfert de groupe amide est plus actif dans les feuilles adultes que dans les feuilles jeunes, en active croissance.

La Physiologie végétale fournit ici encore de précieux éléments d'information à la Technique de Production végétale : les réactions de transfert sont favorisées par la présence des ions manganeux, tandis que la Biosynthèse est activée par les ions Magnésium et Cobalt.

En conclusion, nous nous permettons de recommander la présentation de ce Mémoire à la Commission compétente, en vue de son examen.

Présentation d'ouvrage :

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DES DÉSHERBANTS TOTAUX

par **M. Jacques Pécheur**

M. Dufrenoy. Il ne peut y avoir de plus grande satisfaction pour un professeur que de voir un de ses étudiants utiliser des disciplines scientifiques abstraites pour la résolution de problèmes de recherche appliquée, et parvenir ainsi à mettre au point un outil de travail dont la portée pratique est considérable.

Cette satisfaction nous est pleinement procurée par M. Jacques Pécheur, qui fut l'élève du Pr P. Chouard, puis le nôtre, et qui vient de soutenir avec succès la thèse présentée à l'appui de sa candidature au diplôme d'Ingénieur D.P.E.

L'industrie en général, et l'industrie des antiparasitaires agricoles en particulier, réclament des spécialistes, qui doivent assimiler la totalité des connaissances disponibles dans des domaines de plus en plus étroits. Par ailleurs, un ingénieur doit absolument posséder une solide formation générale, et ces deux exigences contradictoires sont de plus en plus difficiles à concilier.

M. Jacques Pécheur s'est spécialisé dans l'étude des herbicides et a constaté que les applications agricoles des herbicides sélectifs sont abondamment étudiées dans la littérature spécialisée, alors que rares sont les travaux tendant à définir les qualités et défauts des herbicides susceptibles de détruire toute végétation de façon complète et durable.

Il s'est donc attaché à définir un dispositif expérimental et des critères permettant l'évaluation préalable, puis la comparaison sur le terrain, des produits les plus divers.

Ces comparaisons l'ont amené ensuite à étudier des associations entre certains de ces produits, afin d'obtenir un effet d'ensemble qui compense les faiblesses de tel ou tel des produits de base.

Mais M. Pécheur ne s'est pas contenté de résultats qualitatifs qui ne permettaient qu'une discrimination trop subjective; il a mis en œuvre un dispositif expérimental conçu en vue d'une analyse statistique des résultats. Compte tenu de la complexité de l'expérimentation, c'est par des étapes successives faisant appel à des méthodes graphiques, ainsi qu'aux techniques statistiques les plus récentes qu'il est parvenu à l'analyse de ses résultats, établissant ainsi ses conclusions sur des bases indiscutables.

Bien entendu, M. Pécheur n'a pu effectuer ces recherches que grâce à l'ambiance particulièrement favorable qu'il a trouvé dans la Compagnie qui l'emploie et aux conseils avertis de son chef de service.

M. Pécheur a fait ainsi non seulement œuvre de technicien hautement spécialisé en participant à la mise au point de formules susceptibles d'applications pratiques importantes, mais il a fait également œuvre d'ingénieur en opérant à cette occasion une heureuse synthèse entre les techniques de recherche appliquée et les méthodes statistiques les plus aptes à résoudre le problème des comparaisons multiples.

DÉCLARATION DE VACANCES

Sont déclarées vacantes après décès les places de Correspondants nationaux de M. Courrégelongue (Section de Sylviculture) et de M. Bastet (Section de Génie rural).

ERRATUM

Bulletin n° 14 de l'année 1959.

Compte rendu de la séance solennelle du 28 octobre.

Discours du président de l'Académie.

Au milieu de la page 694, rectifier ainsi le premier vers de la citation d'André Chénier :

« Ce langage sonore aux douceurs souveraines »...

BIBLIOGRAPHIE D'ENSEMBLE

Ouvrages reçus pendant le mois de décembre

MAIGNIEN (Roger). — « *Le cuirassement des sols en Guinée* ». Vol. 240 pages. Extrait des Mémoires du Service de la carte géologique d'Alsace et de Lorraine, 1958. Office de la Recherche scientifique d'Outre-mer, 20, rue Monsieur, Paris (VII[e]).

GAC (Andrée) et SCHILTZ (Jean). — « *Contribution à l'étude du refroidissement du lait à la production* ». Rapport ronéoté, 98 pages. Centre de Recherches et d'Expérimentation du Génie rural. Bulletin n° 46. Parc de Tourvoie à Antony (Seine). **(Signalé par M. Préaux).**

LENEUF (N.). — *L'altération des granites calco-alcalins et des granodiorites en Côte d'Ivoire forestière et les sols qui en sont dérivés* ». Thèse de doctorat-es-sciences naturelles. Office de la Recherche scientifique et technique d'Outre-mer, 20, rue Monsieur, Paris (7[e]). **(Présentée par M. Aubert).**

F.A.O. et F.E.Z. — « Vocabulaire de termes zootechniques » (Rome 1959). (Présenté **par R.-A. Leroy).**

GERL (Franz). — « *Problèmes de l'agriculture de l'Allemagne de l'Ouest dans le Marché commun* ». Étude publiée dans la revue « Agriculture » (n° 217, nov. 1959), 129, **Bd. Saint-Germain, Paris (6[e]). (Signalée par M. Préaux).**

FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ÉCONOMIE ALPESTRE. — Bulletin n° 9 (1958-1959). Imprimerie Allier, 20, cours Jean-Jaurès à Grenoble. (Signalé par M. Préaud).

HOMÈS (Marcel V.). — « *Études complémentaires sur l'alimentation minérale et la fumure du palmier à huile* ». Publications de l'Institut national pour l'étude agronomique **du Congo belge. (Série n° 79-1959).**

CHARTIER (M.). — « *Les eaux courantes du bassin de la Seine : intérêt géographique des mesures physicochimiques et biologiques* ». Travail publié dans le n° 284-285 (mai-juin 1959) du Bulletin de l'Association des géographes français, 121, bou**levard Saint-Michel, Paris. (Signalé par R. Préaud).**

KEILING (J.). — « *Réflexions sur la bactériologie des sols tropicaux* ». Étude publiée dans le n° 12 (octobre 1959) de la revue « *Oléogineux* », 8, square Pétrorque, **Paris (16[e]). (Signalée par R. Préaud).**

BROCHAD (Édouard), RIEL (René) et VÉZINA (Claude). — *Les bactéries lactiques et les laits fermentés* ». Monographie publiée dans la revue « *Recherches agronomiques* » (n° 3, 1959). Ministère de l'Agriculture de la province de Québec. (Envoyé par **M. J.-Ch. Magnan).**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (Province de Québec, Canada). — Rapport du Ministère pour l'année finissant le 31 mars 1959. (Ouvrage de 300 pages). (Envoyé par **M. J.-Ch. Magnan).**

FERRIN (L.). — « *La rentabilité de sept années d'engraissement des bovins dans une grande exploitation* ». Travail publié dans la « *Revue agriculture* » (sept. 1959, n° 9). Ministère de l'Agriculture de Belgique, 10, rue de la Limite, Bruxelles. **(Signalé par M. Préaud).**

IONESCU SISESTI et IRIMIE STAICU. — « *Agrotechnica* ». Traité de technique agricole en 2 volumes (en langue roumaine), 1 016 pages et 1 180 pages. Ministère de l'Agriculture et de la Sylviculture. Éditura agrisilvica de Stat-Bucarest (1958).

FÉDÉRATION NATIONALE DES GROUPEMENTS DE PRODUCTIVITÉ AGRICOLE. — « *La réunion régionale d'Aiguebelle (Drôme)* », « *La vallée de Boëge (Haute-Savoie)* ». Bulletins des 2[e] et 3[e] trimestres de 1959. F. N.C.P.A., 11 *bis*, rue Scribe, Paris. **(Signalé par M. Préaud).**

VOISIN (André). — « *Sol, Herbe, Cancer* ». Vol. 316 pages, dont 10 bibliographies, 18 index, 17 figures, 39 tableaux, relié sur jacquette en 4 couleurs. Prix franco-**recommandé, 33 NF. Maison Rustique, 26, rue Jacob, Paris (6[e]).**

IMPRIMÉ
PAR L'IMPRIMERIE ALENÇONNAISE
PLACE POULET-MALASSIS, ALENÇON
(ORNE) (FRANCE)

Dépôt légal : 1er trimestre 1959
— N° d'ordre : 5.636 —

C. P. P. P. : 23.579

***

Les communications faites à chaque réunion et les observations auxquelles elles donnent lieu sont publiées dans les *Comptes Rendus des séances de l'Académie d'Agriculture* qui paraissent deux fois par mois, sauf en août et en septembre, et forment, chaque année, un volume de 800 à 900 pages.

Organe entièrement désintéressé, ayant toujours refusé d'insérer une publicité de quelque nature qu'elle soit, les *Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture de France* présentent au point de vue scientifique une haute tenue qui les place au rang des publications similaires de l'Académie des Sciences, de l'Académie de Médecine et de l'Académie Vétérinaire. Ce bulletin, qui a toujours trouvé auprès des élites scientifiques françaises et étrangères l'accueil le plus favorable, est indispensable à tous ceux qui désirent se tenir au courant de l'évolution des recherches agronomiques en France ainsi que des techniques nouvelles appliquées en agriculture.

Reconnue d'utilité publique, l'Académie est habilitée à recevoir des dons et des legs avec ou sans affectation spéciale; les libéralités ainsi faites ont permis la fondation de nombreux Prix destinés à récompenser des recherches ou des essais portant sur toutes les branches de l'Agriculture Française.

***

Les prix et conditions d'abonnement pour l'année 1960 sont les suivant :

	France et Communauté Française	*Étranger Maroc, Tunisie, Indochine, Guinée*
Abonnement annuel	15 N F	18 N F
Numéro au-dessous de 50 pages .	1,25 »	1,60 »
Numéro de 50 pages et plus . .	1,50 »	2 »

Les abonnements partent du 1er janvier de chaque année et peuvent être souscrits au siège de l'Académie d'Agriculture de France : 18, rue de Bellechasse, Paris (7e), avec paiement par chèque sur Paris, ou de préférence par virement ou envoi postal : C. C. P. 3829-19 Paris.

Les collections des années précédentes sont en vente, sauf épuisement, au prix de 25 N F la collection reliée et de 20 N F en fascicules séparés.

L'Académie peut également fournir des *reliures mobiles*, qualité marocain, couleur nègre, portant en lettres dorées l'inscription : Académie d'Agriculture de France. Comptes Rendus des Séances, 20 tringles; non millésimées : 5 N F; millésimées : 6 N F.

N° 1

Composition de l'Académie au 1er janvier 1960

SÉANCE DU 6 JANVIER 1960

Présidences successives de M. GOUILLY-FROSSARD et de M. LETARD

Installation du Bureau pour l'année 1960 29

Allocutions de M. Gouilly-Frossard, président sortant, et de M. Letard, nouveau président 29

M. Vayssière. — Réflexions sur le récent Colloque d'Abidjan-Dakar 34

Observations : **MM. R. Heim, Bressou, Aubert, André** 39

M. Garnier. — Note sur l'évolution de la législation applicable à la Vigne et au Vin 43

— Présentation d'ouvrage : Vignes en Roussillon, par M. Joseph Vidal. 44

M. Ulrich. — Présentation d'ouvrage : Études de géographie rurale 45

M. Duférnoy. — Présentation d'ouvrages :

Le sucre, le non-sucre et l'acide glutamique dans la Betterave sucrière, par M. Jean Vellard. 48

Contribution à l'étude des désherbants totaux, par M. Jacques Pécheur 49

***

Déclaration de vacances : deux places de Correspondants nationaux 50

Erratum : dans le C. R. de la séance du 28 octobre 1959 . . . 50

Bibliographie d'ensemble : Ouvrages reçus pendant le mois de décembre 1959 51

Le Gérant : BERNARD GRISARD.

Imprimé par l'Imprimerie Alençonnaise, Place Poulet-Malassis, Alençon (Orne)
C. P. P. P. : 23.579 N° 1. — 2-60 — 5.636